

## EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 3

[S-C — 27570]

18 JUILLET 1991. — Décret relatif aux monuments, aux sites et aux fouilles (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** L'intitulé du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme devient : Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine.

**Art. 2.** L'article 1er du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Article 1er. L'aménagement du territoire de la Région wallonne est fixé par des plans, des schémas et des règlements.

Cet aménagement est conçu tant au point de vue économique, social et esthétique que dans le but d'assurer la gestion parcimonieuse du sol ainsi que la conservation et le développement du patrimoine culturel et naturel de la Région wallonne. »

**Art. 3.** A l'article 41, § 1er, du même Code, le 4<sup>o</sup> est remplacé par le texte suivant :

« 4<sup>o</sup> défricher ou modifier la végétation de landes, de bruyères, de fagnes ou de toute autre zone dont l'Exécutif jugerait la protection nécessaire, à l'exception de la mise en œuvre d'un plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale, établi par l'Exécutif en application de l'article 14 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature. »

**Art. 4.** A l'article 41, § 1er, du même Code sont insérés un 10<sup>o</sup> et d'un deuxième alinéa rédigés comme suit :

« 10<sup>o</sup> entreprendre ou laisser entreprendre des travaux d'entretien, de consolidation, de restauration et de mise en valeur, relatifs à des biens immobiliers :

- a) inscrits sur la liste de sauvegarde visée à l'article 348;
- b) classés en application de l'article 351.

Lorsque les actes et travaux visés aux 1<sup>o</sup> à 10<sup>o</sup> du présent paragraphe se rapportent à des biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde, classés, situés dans une zone de protection visée à l'article 364 ou localisés dans un site mentionné à l'atlas visé à l'article 373, l'avis de la Commission visée à l'article 345, 3<sup>o</sup>, est sollicité préalablement à l'octroi du permis. »

Le § 2 du même article est complété par la disposition suivante :

« Cette liste n'est toutefois pas applicable aux actes et travaux qui se rapportent à des biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde, classés, situés dans une zone de protection visée à l'article 364 ou localisés dans un site mentionné à l'atlas visé à l'article 373. »

**Art. 5.** L'article 42, § 1er, du même Code est complété par la disposition suivante :

« Cette liste et l'article 43 ne sont toutefois pas applicables aux actes et travaux qui se rapportent à des biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde, classés, situés dans une zone de protection visée à l'article 364 ou localisés dans un site mentionné à l'atlas visé à l'article 373. »

**Art. 6.** L'article 42bis du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque les conditions de l'alinéa 1er sont réunies, le permis est délivré conformément à l'article 42 s'il concerne des biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde, classés, situés dans une zone de protection visée à l'article 364 ou localisés dans un site mentionné à l'atlas visé à l'article 373. »

**Art. 7.** L'article 43 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les cas visés à l'alinéa 1er, le permis est délivré conformément à l'article 42 s'il concerne des biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde, classés, situés dans une zone de protection visée à l'article 364 ou localisés dans un site mentionné à l'atlas visé à l'article 373. »

**Art. 8.** L'article 45, § 2, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque sont réunies les conditions d'application de l'article 42bis, le permis sollicité par une personne de droit public désignée par l'Exécutif est néanmoins délivré conformément à l'article 41, sauf pour les actes et les travaux d'infrastructure s'étendant sur le territoire de deux ou plusieurs communes et pour les actes et les travaux qui se rapportent à des biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde, classés, situés dans une zone de protection visée à l'article 364 ou localisés dans un site mentionné à l'atlas visé à l'article 373. »

**Art. 9.** A l'article 51, § 3, alinéa 1er, du même Code, les mots « des articles 42, 42bis, 43, 45 et 46 » sont remplacés par les mots « des articles 42, 42bis, 43, 45, 45bis, 45ter et 46 ».

**Art. 10.** Dans le même Code, il est inséré un article 53bis, rédigé comme suit :

« Article 53bis. Par dérogation à l'article 53, l'avis de la Commission visée à l'article 345, 3<sup>o</sup>, est sollicité préalablement à l'octroi du permis, pour les biens immobiliers :

- 1<sup>o</sup> inscrits sur la liste de sauvegarde visée à l'article 348;
- 2<sup>o</sup> classés en application de l'article 351;
- 3<sup>o</sup> situés dans une zone de protection visée à l'article 364;
- 4<sup>o</sup> localisés dans un site mentionné à l'atlas visé à l'article 373. »

(1) Session 1990-1991.

Documents du conseil. — 237 (1990-1991) : nos 1 à 6.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 15 juillet 1991. Discussion. — Séance publique du 16 juillet 1991.

Vote.

Art. 11. Dans le même Code, l'article 61, deuxième alinéa, est remplacé par la disposition suivante :

« Ce certificat indiquera notamment dans la parcelle cadastrale ou la partie de cette parcelle qu'il concerne :

a) si cette parcelle est reprise dans les limites d'un plan ou d'un projet de plan d'aménagement, d'un schéma de structure ou d'un schéma directeur, d'un périmètre d'application d'un règlement d'urbanisme ou si elle fait l'objet d'un permis de lotir;

b) quelle est, selon le plan ou le projet de plan d'aménagement, le schéma de structure, le schéma directeur ou le permis de lotir, la destination de la parcelle et notamment si la construction d'habitations privées y est autorisée;

c) à quelles conditions ces constructions sont soumises;

d) si l'immeuble est repris dans les limites d'un plan d'expropriation et, dans ce cas, la désignation du pouvoir expropriant et la date de l'arrêt de l'Exécutif autorisant l'expropriation;

e) si le bien immobilier est :

— inscrit sur la liste de sauvegarde visée à l'article 348;

— classé en application de l'article 351;

— situé dans une zone de protection visée à l'article 364;

— localisé dans un site mentionné à l'atlas visé à l'article 373. »

Art. 12. A l'article 66 du même Code, l'alinéa 1er, est remplacé par le texte suivant :

« Article 66. Sont punis d'un emprisonnement de huit à quinze jours et d'une amende de 26 à 2 000 francs ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, par leurs actes, par l'exécution ou le maintien de travaux, par la modification d'utilisation de bâtiments, par le lotissement de bien-fonds ou de quelque manière que ce soit, enfreignent les prescriptions :

1<sup>o</sup> des plans particuliers d'aménagement;

2<sup>o</sup> des dispositions des Titres II et III du présent Livre;

3<sup>o</sup> des règlements pris en exécution du Titre III du présent Livre;

4<sup>o</sup> des dispositions du chapitre 1er du Titre IV du présent Livre;

5<sup>o</sup> des dispositions du Livre V ou des dispositions prises en application de celui-ci. »

Art. 13. A l'article 67, § 1er, du même Code, l'alinéa 1er, 3<sup>o</sup>, est complété comme suit : « pour autant qu'il ne soit ni inscrit sur la liste de sauvegarde ni classé ».

Art. 14. Le même Code est complété par les dispositions suivantes :

« LIVRE V. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX MONUMENTS, AUX SITES ET AUX FOUILLES

#### TITRE Ier. — Généralités

##### CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 345. Pour l'application du présent Livre, on entend par :

1<sup>o</sup> Exécutif : l'Exécutif régional wallon;

2<sup>o</sup> Administration : la Direction générale de l'aménagement du territoire et du logement du Ministère de la Région wallonne;

3<sup>o</sup> Commission : la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne;

4<sup>o</sup> propriétaire : la personne physique ou morale de droit privé ou de droit public, titulaire d'un droit de propriété, d'usufruit, d'emphytéose ou de superficie sur un bien relevant du patrimoine immobilier;

5<sup>o</sup> patrimoine immobilier : l'ensemble des biens immobiliers dont la protection se justifie en raison de leur intérêt historique, archéologique, scientifique, artistique, social ou technique :

a) à titre de monument : toute réalisation architecturale ou sculpturale considérée isolément, y compris les installations et les éléments décoratifs faisant partie intégrante de cette réalisation;

b) à titre d'ensemble architectural : tout groupement de constructions urbaines ou rurales, en ce compris les éléments qui les relient, suffisamment cohérent pour faire l'objet d'une délimitation topographique et remarquable par son homogénéité ou par son intégration dans le paysage;

c) à titre de site : toute œuvre de la nature ou toute œuvre combinée de l'homme et de la nature constituant un espace suffisamment caractéristique et homogène pour faire l'objet d'une délimitation topographique;

d) à titre de site archéologique : tout terrain, formation géologique, monument, ensemble architectural ou site ayant recelé ou étant présumé receler des biens archéologiques au sens de l'article 372, 1<sup>o</sup>;

6<sup>o</sup> protection : l'ensemble des mesures visant l'identification, l'étude scientifique, la sauvegarde ou le classement du patrimoine immobilier;

7<sup>o</sup> conservation : l'ensemble des études scientifiques et techniques préalables et des mesures d'entretien, de consolidation, de restauration, de mise en valeur ou de réaffectation du patrimoine immobilier, dans le but d'en assurer la conservation intégrée;

8<sup>o</sup> conservation intégrée : ensemble des mesures visant à assurer la pérennité du patrimoine immobilier, son maintien dans le cadre d'un environnement approprié, bâti ou naturel, son affectation et son adaptation aux besoins de la société;

9<sup>o</sup> zone de protection : la zone établie autour d'un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé et délimitée par un périmètre fixé en fonction des exigences de mise en valeur et de conservation intégrée de ce bien.

#### CHAPITRE II. — Intégration du patrimoine immobilier dans le cadre de vie de la société contemporaine

Article 346. Pour assurer la conservation intégrée du patrimoine immobilier, l'Etat, les Régions, les Communautés, la Société régionale wallonne du logement, les sociétés immobilières de service public agréées par celle-ci, les provinces, les communes, les intercommunales, les fabriques d'église et les centres publics d'aide sociale procèdent à une étude détaillée des possibilités d'affecter à toute activité le ou les biens relevant du patrimoine immobilier et dont ils sont propriétaires.

### TITRE II. — De la protection et de la conservation du patrimoine immobilier

#### CHAPITRE Ier. — Des mesures de protection

##### Section 1re. — De l'inventaire

Article 347. L'Exécutif dresse, tient à jour et publie un inventaire du patrimoine immobilier.

## Section 2. — De la liste de sauvegarde

Article 348. § 1er. L'Exécutif peut inscrire sur une liste de sauvegarde les biens immobiliers définis à l'article 345, 5°, et ce :

- 1° soit d'initiative;
- 2° soit sur proposition de la Commission;
- 3° soit à la demande du collège des bourgmestre et échevins de la commune où le bien est situé;
- 4° soit à la demande de 300 personnes inscrites au registre de la population de la commune où le bien est situé, s'il s'agit d'une commune comptant moins de 5 000 habitants; de 600 personnes pour une commune comptant de 5 000 à 30 000 habitants, ou de 1 000 personnes pour une commune comptant plus de 30 000 habitants;
- 5° soit à la demande du propriétaire.

Sauf cas d'urgence dûment motivée, l'Exécutif ne procède à cette inscription qu'après avis de la Commission.

§ 2. Les biens immobiliers sont inscrits sur la liste de sauvegarde pour une période de douze mois prenant cours à la date de l'inscription.

Article 349. Si un bien immobilier est compris dans le périmètre d'un plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale établi par l'Exécutif en application de l'article 14 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'arrêté inscrivant ce bien sur la liste de sauvegarde tient compte de ce plan.

Article 350. L'arrêté inscrivant un bien immobilier sur la liste de sauvegarde est publié par mention au *Moniteur belge*.

L'arrêté est notifié :

- 1° à la députation permanente de la province où le bien est situé;
- 2° au collège des bourgmestre et échevins de la commune où le bien est situé;
- 3° à la Commission;
- 4° au propriétaire;
- 5° aux ministres concernés.

L'arrêté inscrivant le bien sur la liste de sauvegarde est obligatoire à leur égard dès sa notification ou à partir de sa publication au *Moniteur belge*, si celle-ci est antérieure.

## Section 3. — Du classement

Article 351. L'Exécutif peut classer les biens immobiliers définis à l'article 345, 5°.

Article 352. L'Exécutif entame la procédure de classement :

- 1° soit d'initiative;
- 2° soit sur proposition de la Commission;
- 3° soit à la demande du collège des bourgmestre et échevins de la commune où le bien est situé;
- 4° soit à la demande de 300 personnes inscrites au registre de la population de la commune où le bien est situé, s'il s'agit d'une commune comptant moins de 5 000 habitants; de 600 personnes pour une commune comptant de 5 000 à 30 000 habitants, ou de 1 000 personnes pour une commune comptant plus de 30 000 habitants;
- 5° soit à la demande du propriétaire.

Article 353. § 1er. L'Exécutif notifie, par lettre recommandée à la poste, sa décision d'entamer la procédure de classement et soumet, pour avis, les projets de classement simultanément :

- 1° à la députation permanente de la province où le bien est situé;
- 2° au collège des bourgmestre et échevins de la commune où le bien est situé;
- 3° à la Commission;
- 4° aux ministres concernés, qui disposent d'un délai de soixante jours pour communiquer leur avis; passé ce délai, la procédure est poursuivie.

§ 2. A la même date que celle des notifications visées au § 1er, l'Exécutif notifie au propriétaire, par lettre recommandée à la poste, sa décision d'entamer la procédure de classement. Le propriétaire a l'obligation d'en informer le locataire ou l'occupant du bien immobilier concerné dans les quinze jours ouvrables ainsi que toute personne qu'il aurait chargée d'exécuter des travaux au bien visé ou qu'il aurait autorisée à en exécuter. La notification adressée au propriétaire mentionne cette obligation.

Article 354. § 1er. Dans les quinze jours de la réception de la notification visée à l'article 353, § 1er, le collège des bourgmestre et échevins procède à une enquête publique annoncée, tant par voie d'affiches à la maison communale et sur les lieux concernés par le projet de classement, que par un avis inséré dans trois quotidiens distribués dans la région. S'il existe un bulletin communal d'information distribué à la population, l'avis y est inséré.

En l'absence de bulletin communal, l'avis est inséré dans un journal publicitaire distribué gratuitement aux habitants.

Les avis indiquent l'objet de l'enquête et signalent que le dossier peut être consulté à la maison communale. Ils mentionnent également que les observations éventuelles doivent être adressées, par écrit, au collège des bourgmestre et échevins dans les trente jours de l'affichage ou de l'insertion et précisent la date limite d'introduction de ces observations.

Les avis affichés doivent être maintenus pendant toute la durée de l'enquête en parfait état de visibilité et de lisibilité.

Le modèle et les dimensions des avis sont déterminés par l'Exécutif.

§ 2. Dans les quinze jours suivant l'expiration du délai prévu au § 1er, alinéa 2, le collège des bourgmestre et échevins, ou l'un de ses membres qu'il délègue à cet effet, tient une séance publique où sont entendues les personnes qui le désirent.

A l'issue de cette séance, il est dressé un procès-verbal qui clôt l'enquête publique.

§ 3. Après la clôture de l'enquête publique et dans un délai n'excédant pas trente jours, le conseil communal émet un avis motivé sur la demande de classement; passé ce délai, la procédure est poursuivie.

§ 4. Dans les quinze jours suivant la clôture du délai visé au § 3, le collège des bourgmestre et échevins transmet à la députation permanente le dossier auquel sont joints :

- 1° les observations formulées au cours de l'enquête publique;
- 2° le procès-verbal de clôture de l'enquête publique;
- 3° la délibération du conseil communal.

Une copie de ces documents est, en même temps que la copie des avis visés au § 1er, adressée à l'Exécutif et à la Commission.

§ 5. Tout défaut ou retard mis par la commune à procéder aux formalités visées au présent article n'entraîne pas la nullité de la procédure et ne peut avoir pour effet d'allonger le délai visé à l'article 355.

Article 355. Dans les trente jours de la réception du dossier transmis par la commune ou, à défaut, dans les cent cinquante jours de la réception de la notification visée à l'article 353, § 1er, la députation permanente émet un avis motivé sur la demande de classement; passé ce délai, la procédure est poursuivie.

Article 356. Le dossier complet est transmis par la députation permanente à la Commission qui adresse ses propositions motivées à l'Exécutif dans les soixante jours de la réception du dossier ou, à défaut, dans les soixante jours suivant l'expiration du délai de cent cinquante jours visé à l'article 355.

Article 357. Tout propriétaire d'un bien immobilier faisant l'objet d'une proposition de classement peut, dans les septante-cinq jours de la clôture de l'enquête visée à l'article 354, s'adresser directement à l'Exécutif par lettre recommandée à la poste, en vue de faire connaître ses observations au sujet de la proposition de classement, pour autant que sa lettre soit accompagnée d'une déclaration de l'administration communale attestant qu'il était absent au moment de l'enquête.

§ 2. La procédure prévue au § 1er peut être utilisée par le propriétaire du bien ou par toute autre personne intéressée lorsque la commune n'a pas procédé à l'enquête publique.

§ 3. A la même date que celle de l'envoi visé au § 1er, une copie des documents visés au même paragraphe est adressée à la Commission.

Article 358. Si un bien immobilier est compris dans le périmètre d'un plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale, établi par l'Exécutif en application de l'article 14 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'arrêté de classement tient compte de ce plan.

Lorsque l'arrêté de classement comprend des modifications à apporter à un plan particulier de gestion visé à l'alinéa 1er, l'Exécutif décide de la mise en révision de ce plan.

Article 359. L'arrêté de classement est publié par mention au *Moniteur belge*. Il est notifié, par lettre recommandée à la poste, aux autorités et aux personnes mentionnées à l'article 353 et est transcrit au bureau de conservation des hypothèques.

Dans les quinze jours de la réception de la notification, le propriétaire du bien immobilier concerné en donne connaissance au locataire, par lettre recommandée à la poste, sous peine d'être tenu pour responsable solidairement de la remise en état des lieux ordonnés par le tribunal en vertu de l'article 67. La notification adressée au propriétaire fait mention de cette obligation.

Dans les quinze jours de la réception de la notification, le collège des bourgmestre et échevins donne connaissance à l'occupant de l'arrêté de classement et l'annonce par voie d'affiches à la maison communale et sur les lieux concernés.

L'arrêté de classement prend ses effets à l'égard des autorités et des personnes mentionnées à l'article 353 dès sa notification ou à partir de sa parution au *Moniteur belge*, si celle-ci est antérieure.

#### Section 4. — Du retrait des mesures de protection

Article 360. Pour rayer un bien immobilier de la liste de sauvegarde ou pour procéder au déclassement d'un bien immobilier, l'Exécutif respecte les procédures prévues, respectivement, aux articles 348 à 350 et aux articles 352 à 359.

#### Section 5. — Des effets des mesures de protection

Article 361. § 1er. Le propriétaire d'un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé ne peut y apporter ou y laisser apporter un changement définitif que conformément aux dispositions, selon le cas, des articles 41 à 45ter ou 53 à 56.

§ 2. Par dérogation aux articles 133 et 135, § 2, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, de la loi communale, lorsqu'un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé menace ruine, le bourgmestre ne peut en ordonner la démolition partielle ou totale sans notifier sa décision à l'Exécutif. Cette décision est exécutoire dans les dix jours qui suivent la réception de cette notification, si l'Exécutif ne l'a pas suspendue par lettre recommandée à la poste.

§ 3. Les effets de l'inscription sur la liste de sauvegarde ou du classement suivent le bien immobilier en quelque main qu'il passe. Les servitudes qui dérivent des dispositions contenues dans le présent Code ou d'autres lois, décrets et règlements relatifs à la police de la voirie et des constructions ne sont pas applicables aux biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde ou classés, si elles peuvent avoir pour conséquence de les détériorer ou d'en modifier l'aspect.

§ 4. En cas de transfert d'un bien immobilier, inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé, le notaire instrumentant est tenu de recueillir auprès des administrations communales les informations éventuelles relatives à l'inscription sur la liste de sauvegarde ou au classement et de les transcrire dans l'acte authentique.

Dans la publicité faite à l'occasion de toute mutation, le notaire instrumentant est également tenu de faire mention de l'inscription du bien sur la liste de sauvegarde ou du classement.

§ 5. Lorsqu'un bien immobilier est inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé, les administrations communales sont tenues de donner au sujet de ce bien tout renseignement en leur possession, soit à la demande de tout intéressé, soit d'office dans le cas où elles délivrent un certificat d'urbanisme en application de l'article 61, 5<sup>o</sup>.

Article 362. § 1er. L'arrêté inscrivant un bien immobilier sur la liste de sauvegarde ou l'arrêté de classement d'un bien immobilier peut déterminer les conditions particulières de protection et de gestion auxquelles est soumis le bien concerné. Ces conditions peuvent impliquer des restrictions au droit de propriété, en ce compris l'interdiction totale ou conditionnelle de bâtir, de lotir ou d'ériger des clôtures.

§ 2. L'arrêté relatif à un site ne peut limiter la liberté du cultivateur de ce site en ce qui concerne les plantations et les cultures, à l'exception toutefois des haies, des bosquets, des allées et des bois, des zones humides, des zones protégées pour l'intérêt que présente leur végétation ou leur faune, ainsi que du sol couvrant des sites archéologiques.

Article 363. Tous les effets du classement s'appliquent provisoirement aux biens immobiliers faisant l'objet d'une procédure de classement pendant une période d'un an prenant cours à la date des notifications visées à l'article 353.

#### Section 6. — Des zones de protection

Article 364. L'arrêté inscrivant un bien immobilier sur la liste de sauvegarde ou l'arrêté de classement d'un bien immobilier peut établir autour du bien concerné une zone de protection dont il fixe les limites.

Sur avis de la Commission, et par arrêté motivé, l'Exécutif peut établir une zone de protection autour d'un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé.

#### Section 7. — Des sigles et des panneaux

Article 365. L'Exécutif arrête le graphisme, les dimensions et l'emplacement des sigles et des panneaux placés sur les biens immobiliers classés, ou aux abords de ceux-ci, en vue d'attirer l'attention sur la mesure de protection dont ils font l'objet.

CHAPITRE II. — *Des mesures de conservation*

Article 366. Le propriétaire d'un bien immobilier classé est tenu de le maintenir en bon état par des travaux de conservation.

Lorsqu'elle constate que des travaux doivent être entrepris à cette fin, l'administration en adresse notification au propriétaire. Dans un délai de nonante jours à dater de la réception de cette notification, le propriétaire est tenu d'introduire une demande de permis de bâtir pour les travaux de conservation qui s'imposent. En outre, il peut adresser à l'Exécutif une demande de subvention de ces travaux.

Sans préjudice de l'application des mesures prévues à l'article 370, est réputé avoir manqué à l'obligation de maintenir son bien en bon état, le propriétaire qui aura négligé de faire entamer les travaux notifiés conformément à l'alinéa 2, soit dans l'année de la délivrance du permis de bâtir y afférent, soit dans l'année de la notification d'une promesse de subvention des mêmes travaux si cette notification est postérieure à la délivrance du permis de bâtir.

Article 367. Pour les biens immobiliers classés, la Région, la province et la commune intéressées interviennent dans les frais de conservation, en ce compris les frais d'études scientifique et technique préalables, suivant les modalités fixées par l'Exécutif.

Article 368. L'intervention de la Région dans les frais de conservation de biens classés peut être subordonnée à une étude scientifique et technique préalable à leur réaffectation. L'Exécutif arrête les modalités d'application selon lesquelles les études scientifique et technique sont obligatoires.

Article 369. La Région, la province et la commune intéressées peuvent intervenir dans la partie des frais qui résultent uniquement de la réaffectation des biens immobiliers classés.

CHAPITRE III. — *Dispositions particulières**Section 1re. — De la substitution des pouvoirs publics au propriétaire*

Article 370. Dans le cas où le propriétaire refuse de faire exécuter les travaux nécessaires pour prévenir la destruction ou la détérioration d'un bien immobilier classé, la Région, la province ou la commune peut se substituer à lui et prendre les mesures conservatoires nécessaires à la sauvegarde du bien; selon le cas, la commune ou la province recueille les subventions accordées par la Région.

A défaut d'accord avec le propriétaire, les autorités visées à l'alinéa 1er peuvent récupérer les frais engagés, dans la mesure où ils ont profité au propriétaire, et ce par toute voie de droit. Lorsque le bien appartient à une personne de droit privé et qu'il ne s'agit pas de travaux de mise hors eau ou de petit entretien, celle-ci peut exiger que l'autorité en cause procède à l'expropriation de son bien. Sauf convention contraire intervenue entre les parties intéressées, l'expropriation porte sur le bien tout entier, même s'il n'est classé que pour partie, pour autant que cette partie constitue un élément essentiel du bien, et sur le terrain qui en est l'accessoire indispensable.

*Section 2. — Des indemnités*

Article 371. § 1er. Les propriétaires peuvent demander une indemnité à charge de la Région lorsqu'une interdiction de bâtir ou de lotir résultant uniquement du classement d'un bien immobilier met fin à l'utilisation ou l'affectation de ce bien au jour précédant l'entrée en vigueur de l'arrêté de classement.

§ 2. Le droit à l'indemnisation naît au moment du refus du permis de bâtir ou de lotir ou lors de la délivrance d'un certificat d'urbanisme négatif. Seule la diminution de valeur résultant de l'interdiction de bâtir ou de lotir peut être prise en considération pour l'indemnisation. Cette diminution de valeur doit être subie sans indemnité jusqu'à concurrence de 20 % de cette valeur.

L'indemnité est réduite ou refusée si et dans la mesure où il est établi que le propriétaire tire avantage du classement du bien immobilier.

La Région peut s'exonérer de son obligation d'indemniser soit en rachetant le bien, soit en modifiant les prescriptions de l'arrêté de classement qui sont à l'origine du droit à l'indemnité.

§ 3. Aucune indemnité n'est due :

- 1° lorsque le propriétaire a acquis le bien immobilier alors qu'il était déjà classé;
- 2° du chef de l'interdiction de placer des enseignes ou des dispositifs de publicité sur un bien immobilier classé;
- 3° du chef de l'interdiction de continuer l'exploitation d'établissements dangereux, incommodes et insalubres au-delà de la période pour laquelle l'exploitation a été autorisée;
- 4° lorsque le propriétaire a lui-même demandé le classement de son bien ou y a expressément consenti.

§ 4. La Région peut demander le remboursement des indemnités majorées des intérêts légaux aux bénéficiaires, leurs ayants droit ou ayants cause dès que le bien immobilier est déclassé.

§ 5. Les actions sont prescrites un an après le jour où naît le droit à l'indemnisation ou au remboursement de l'indemnisation.

TITRE III. — *Des sites et des découvertes archéologiques*CHAPITRE 1er. *Définitions*

Article 372. Pour l'application du présent Titre, on entend par :

- 1° biens archéologiques : les vestiges ou toute autre trace d'ordre paléontologique, de l'activité de l'homme ou de l'environnement de celui-ci, constituant un témoignage d'époques ou de civilisations dont la principale ou une des principales sources d'information scientifique est assurée par des fouilles ou par des découvertes;
- 2° sondage : l'opération impliquant la modification de l'état d'un site archéologique, destinée à s'assurer de l'existence de biens archéologiques ou de l'existence, de la nature et de l'étendue d'un site archéologique;
- 3° fouilles : l'ensemble des opérations et des travaux destinés à rechercher et à recueillir des biens archéologiques;
- 4° fouilles de sauvetage : les fouilles relatives à des sites archéologiques en cours de destruction totale ou partielle;
- 5° fouilles de prévention : les fouilles relatives à des sites archéologiques menacés de destruction totale ou partielle dans un délai rapproché et de manière inéluctable;
- 6° fouilles de statut régional : les fouilles reconnues par l'Exécutif d'une importance capitale pour la connaissance du passé;
- 7° découverte fortuite : la mise à jour, par le pur effet du hasard, de biens archéologiques;
- 8° prospection : l'opération destinée à repérer des biens ou des sites archéologiques sans y apporter de modification.

CHAPITRE II. — *Des mesures de protection*

Article 373. L'Exécutif adopte un atlas des sites archéologiques de la Région wallonne.

Article 374. Les autorités publiques intègrent les données de l'atlas visé à l'article 373 dans les plans d'aménagement et les règlements d'urbanisme.

Article 375. Le fonctionnaire délégué peut subordonner la délivrance du permis de bâtir ou de lotir relatif à des biens immobiliers localisés dans un site mentionné à l'atlas visé à l'article 373, à l'exécution de sondages et de fouilles.

Article 376. Les travaux destinés à préserver et à mettre en valeur un ou plusieurs sites archéologiques sont soumis aux prescriptions des chapitres III et IV du présent Titre.

CHAPITRE III. — *Des sondages et des fouilles en général*

Article 377. Nul ne peut procéder à des sondages ou à des fouilles sans l'autorisation préalable de l'Exécutif.

Article 378. Les demandes d'autorisation sont soumises à l'avis de la Commission.

Sans préjudice de l'application de l'article 382, le programme annuel des sondages et des fouilles auxquels procède l'Administration peut faire l'objet d'une autorisation unique.

Article 379. L'autorisation visée à l'article 377 est relative à un site déterminé. Elle indique le ou les bénéficiaires de l'autorisation, les conditions auxquelles son octroi est subordonné ainsi que sa durée. Celle-ci peut être prorogée.

L'octroi de l'autorisation peut être subordonné :

- 1° à l'intérêt que présentent les fouilles ou les sondages;
- 2° à la compétence, aux moyens humains et à l'infrastructure technique dont disposent les demandeurs;
- 3° à la preuve d'un accord avec le propriétaire du site;
- 4° à un accord relatif à la dévolution des biens archéologiques et au dépôt de ceux-ci;
- 5° à l'obligation d'établir des rapports périodiques sur l'état des travaux et un rapport final à déposer dans un délai déterminé.

Article 380. L'autorisation visée à l'article 377 peut être suspendue ou retirée :

- 1° si les conditions visées à l'article 379 ne sont pas observées;
- 2° s'il apparaît, en raison de l'importance des découvertes, que la compétence, les moyens humains et l'infrastructure matérielle dont dispose le titulaire de l'autorisation sont manifestement insuffisants.

Le retrait de l'autorisation est soumis à l'avis préalable de la Commission.

Article 381. Les procédures d'octroi, de retrait et de suspension de l'autorisation visée à l'article 377 sont déterminées par l'Exécutif.

Article 382. Par dérogation à l'article 378, l'Administration peut effectuer en tout temps, d'initiative et sans autorisation préalable, des fouilles de sauvetage et des sondages. Elle peut se faire assister dans cette tâche par des personnes physiques ou morales spécialement habilitées à cette fin par l'Exécutif.

Sur avis de la Commission, l'Exécutif octroie toute habilitation visée à l'alinéa 1er. L'Exécutif détermine la durée de l'habilitation, la zone géographique dans laquelle elle est valable, ainsi que les conditions de son retrait et de sa suspension.

La Commission est avisée de chaque fouille de sauvetage et des sondages effectués.

Article 383. Sur avis de la Commission, une fouille peut être reconnue de statut régional par l'Exécutif.

Dans ce cas, l'autorisation visée à l'article 377 ne peut être accordée qu'à une université, à un établissement scientifique, à l'Administration ou, dans le cadre d'une action de recherche concertée, à une association de plusieurs des institutions précitées ou d'une ou plusieurs d'entre elles avec une ou plusieurs associations privées.

Article 384. L'usage des détecteurs de métaux en vue de procéder à des sondages et à des fouilles est interdit. Les titulaires d'une autorisation octroyée conformément à l'article 377 et les personnes habilitées conformément à l'article 382, sont seuls autorisés à utiliser des détecteurs de métaux dans l'espace visé par l'autorisation ou par l'habilitation.

Sur les sites archéologiques, seuls pourront être en possession de détecteurs de métaux les titulaires visés à l'alinéa 1er.

La publicité concernant les détecteurs de métaux ne peut faire allusion aux sites et aux découvertes archéologiques.

CHAPITRE IV. — *Des sondages et des fouilles d'utilité publique*

Article 385. En cas de découverte fortuite de biens archéologiques, lors de la mise en œuvre d'un permis de bâtir ou de lotir, l'Exécutif peut, après avis de la Commission, décider qu'il est d'utilité publique :

- 1° soit de suspendre, pour un délai n'excédant pas soixante jours, l'exécution du permis de lotir ou de bâtir, en ce compris le permis visé aux articles 45bis et 45ter, en vue de faire procéder à des sondages ou des fouilles;
- 2° soit de retirer le permis de lotir ou de bâtir, en ce compris le permis visé aux articles 45bis et 45ter, de faire procéder à des sondages ou à des fouilles et de déterminer les conditions nécessaires à la préservation du site et des biens découverts et auxquelles pourrait être octroyé un permis ultérieur.

Article 386. Sur avis de la Commission, l'Exécutif peut déclarer qu'il est d'utilité publique d'occuper un site pour procéder à des sondages ou à des fouilles.

L'arrêté de l'Exécutif visé à l'alinéa 1er détermine, pour chaque site, les conditions dans lesquelles lesdites opérations peuvent être effectuées, dans le respect des principes suivants :

- 1° le propriétaire du site est invité à faire valoir ses observations auprès de l'Exécutif, lesquelles sont jointes au dossier transmis à la Commission;
- 2° l'arrêté mentionne les raisons d'utilité publique qui motivent l'occupation du site, les sondages ou les fouilles;

3° l'Exécutif désigne les personnes autorisées à procéder aux sondages ou aux fouilles, délimite le terrain ou l'espace dont l'occupation est nécessaire et indique la durée de cette occupation.

Article 387. Sur avis de la Commission, l'Exécutif peut poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique des sites dans lesquels gisent des biens archéologiques en vue de leur mise au jour, de leur étude ou de leur mise en valeur éventuelle.

Article 388. A l'expiration du délai d'occupation visé à l'article 386, le site archéologique doit être remis dans l'état où il se trouvait avant l'exécution des travaux visés au même article, à moins qu'une procédure de classement du site ou d'expropriation du site pour cause d'utilité publique ne soit entamée.

CHAPITRE V. — *Des indemnités*

Article 389. Aux conditions et selon les modalités fixées par l'Exécutif, toute personne a droit à une indemnité couvrant le préjudice matériel qu'elle subit et qui est dû :

- 1° soit à des sondages ou des fouilles effectués en application de l'article 375 et dont la durée excéderait soixante jours;
- 2° soit à la suspension de l'exécution d'un permis visée à l'article 385;
- 3° soit au retrait de permis visé au même article;
- 4° soit à l'occupation du site visé à l'article 386.

CHAPITRE VI. — *Des découvertes fortuites*

Article 390. Toute découverte fortuite de biens archéologiques doit être déclarée par son auteur dans les huit jours à l'administration communale du lieu de la découverte ainsi qu'au propriétaire du site archéologique.

Dans les huit jours, le bourgmestre de la commune transmet cette déclaration à l'Exécutif, lequel peut faire visiter le lieu où les biens archéologiques ont été découverts et prescrire toute mesure utile en vue de la préservation du site ainsi que des biens découverts.

L'Exécutif avise la Commission de la découverte et des mesures prises.

CHAPITRE VII. — *Des subventions*

Article 391. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne, l'Exécutif peut accorder des subventions pour :

- 1° l'exécution de prospections, de sondages et de fouilles archéologiques;
- 2° la réalisation et la diffusion de publications relatives aux prospections, aux sondages, aux fouilles et aux découvertes archéologiques;
- 3° la protection, la réparation et la mise en valeur des sites et des biens archéologiques;
- 4° l'organisation de colloques ou de manifestations scientifiques relatifs aux fouilles et aux découvertes archéologiques.

Article 392. L'Exécutif fixe les conditions d'octroi des subventions.

Il peut être tenu compte de l'intérêt et de la durée des travaux, des moyens humains et de l'infrastructure technique à mettre en œuvre, des modalités d'enregistrement et de dévolution des biens trouvés.

L'octroi de subventions peut également être subordonné à l'obligation d'établir des rapports périodiques sur l'état des travaux et un rapport final à déposer dans un délai déterminé.

TITRE IV. — *Dispositions transitoires*

Article 393. Les procédures de classement en cours au moment de l'entrée en vigueur des dispositions du présent Livre sont valables pour la partie déjà réalisée. Elles sont poursuivies conformément aux dispositions du présent Livre.

Article 394. Les sondages et les fouilles en cours d'exécution à la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent Livre sont réputés autorisés pour une durée maximum de six mois à partir de cette date.

Après ce délai, ils sont poursuivis conformément aux dispositions du présent Livre. »

Art. 15. A l'article 68 du même Code, l'alinéa 2, est complété par les mots qui suivent :

« Ils peuvent visiter tous les lieux, même clos et couverts, où s'effectuent des sondages ou des fouilles et se faire communiquer tous les renseignements qu'ils jugent utiles. »

Art. 16. A l'exception de ses dispositions relatives aux objets mobiliers, la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites est abrogée pour la région de langue allemande.

Art. 17. Le décret de la Communauté française du 1er juillet 1982 relatif aux fouilles pratiquées au moyen de détecteurs de métaux est abrogé pour la Région wallonne.

Art. 18. Le décret du 17 juillet 1987 relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française est abrogé pour la Région wallonne.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,  
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature  
et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics et de l'Équipement pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,  
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 3

[S-C — 27570]

## 18. JULI 1991. — Dekret über Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

**Artikel 1.** Die Überschrift des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches lautet jetzt : Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

**Art. 2.** Artikel 1 dieses Gesetzbuches wird durch folgenden Text ersetzt :

« Artikel 1. Die Raumordnung der Wallonischen Region wird durch Pläne, Schemen und Ordnungen festgelegt.

Diese Ordnung wird sowohl aus wirtschaftlichen, sozialen und ästhetischen Gesichtspunkten als auch mit dem Ziel entworfen, mit dem Boden sparsam umzugehen sowie das natürliche und kulturelle Erbe der Wallonischen Region zu erhalten und zu entwickeln. »

**Art. 3.** In Artikel 41 § 1 dieses Gesetzbuches wird Nr. 4 durch folgenden Text ersetzt :

« 4. den Pflanzenwuchs von Ödland, Heiden, Venn sowie jedweden Gebietes, dessen Schutz die Exekutive für notwendig hält, roden oder ändern; dies gilt nicht für die Durchführung eines von der Exekutive in Anwendung von Artikel 14 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur festgelegten Sonderplans zur Verwaltung eines domanialen Naturschutzgebietes. »

**Art. 4.** In Artikel 41 § 1 dieses Gesetzbuches werden eine Nr. 10 und ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt :

« 10. Instandhaltungs-, Konsolidierungs-, Restaurations- und Erschließungsarbeiten in bezug auf unbewegliche Güter vornehmen bzw. vornehmen lassen, die

a) in der in Artikel 348 erwähnten Schutzliste eingetragen sind;

b) in Anwendung von Artikel 351 unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz gestellt worden sind.

Wenn die in den Nrn. 1 bis 10 des vorliegenden Paragraphen erwähnten Tätigkeiten und Arbeiten unbewegliche Güter betreffen, die in der Schutzliste eingetragen sind, unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehen, in einer Schutzzone im Sinne von Artikel 364 bzw. in einer in dem in Artikel 373 erwähnten Atlas aufgeführten Stätte gelegen sind, muß vor der Erteilung der Genehmigung das Gutachten der in Artikel 345 Nr. 3 erwähnten Kommission eingeholt werden.

§ 2 desselben Artikels wird durch folgende Bestimmung ergänzt :

« Diese Liste gilt jedoch nicht für Tätigkeiten und Arbeiten in bezug auf unbewegliche Güter, die in der Schutzliste eingetragen sind, unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehen, in einer Schutzzone im Sinne von Artikel 364 bzw. in einer in dem in Artikel 373 erwähnten Atlas aufgeführten Stätte gelegen sind. »

**Art. 5.** Artikel 42 § 1 dieses Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ergänzt :

« Diese Liste und Artikel 43 gelten jedoch nicht für Tätigkeiten und Arbeiten in bezug auf unbewegliche Güter, die in der Schutzliste eingetragen sind, unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehen, in einer Schutzzone im Sinne von Artikel 364 bzw. in einer in dem in Artikel 373 erwähnten Atlas aufgeführten Stätte gelegen sind. »

**Art. 6.** Artikel 42bis dieses Gesetzbuches wird durch folgenden Absatz ergänzt :

« Sind die Bedingungen von Absatz 1 erfüllt, so wird die Genehmigung gemäß Artikel 42 erteilt, sofern sie unbewegliche Güter betrifft, die in der Schutzliste eingetragen sind, unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehen, in einer Schutzzone im Sinne von Artikel 364 bzw. in einer in dem in Artikel 373 erwähnten Atlas aufgeführten Stätte gelegen sind. »

**Art. 7.** Artikel 43 dieses Gesetzbuches wird durch folgenden Absatz ergänzt :

« In den in Absatz 1 erwähnten Fällen wird die Genehmigung gemäß Artikel 42 erteilt, sofern sie unbewegliche Güter betrifft, die in der Schutzliste eingetragen sind, unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehen, in einer Schutzzone im Sinne von Artikel 364 bzw. in einer in dem in Artikel 373 erwähnten Atlas aufgeführten Stätte gelegen sind. »

**Art. 8.** Artikel 45 § 2 dieses Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« § 2. Sind die Bedingungen zur Anwendung von Artikel 42bis erfüllt, so wird die durch eine von der Exekutive benannte öffentlich-rechtliche Person beantragte Genehmigung trotzdem gemäß Artikel 41 erteilt, außer für die Handlungen und Infrastrukturarbeiten, die sich über das Gebiet von zwei oder mehreren Gemeinden erstrecken, und für die Tätigkeiten und Arbeiten in bezug auf unbewegliche Güter, die in der Schutzliste eingetragen sind, unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehen, in einer Schutzzone im Sinne von Artikel 364 bzw. in einer in dem in Artikel 373 erwähnten Atlas aufgeführten Stätte gelegen sind. »

**Art. 9.** In Artikel 51 § 3 Absatz 1 dieses Gesetzbuches werden die Wörter « der Artikel 42, 42bis, 43, 45 und 46 » durch die Wörter « der Artikel 42, 42bis, 43, 45, 45bis, 45ter und 46 » ersetzt.

**Art. 10.** In dieses Gesetzbuch wird ein Artikel 53bis mit folgendem Wortlaut eingefügt :

« Artikel 53bis. In Abweichung von Artikel 53 muß vor der Erteilung der Genehmigung das Gutachten der in Artikel 345 Nr. 3 erwähnten Kommission eingeholt werden, wenn es um unbewegliche Güter geht, die :

1. in der Schutzliste eingetragen sind;

2. unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehen;

3. in einer Schutzzone im Sinne von Artikel 364 gelegen sind;

4. in einer in dem in Artikel 373 erwähnten Atlas aufgeführten Stätte gelegen sind. »

(1) Sitzungsperiode 1990-1991.

Ratsdokumente. — 237 (1990-1991) Nrn. 1 bis 6.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 15. Juli 1991. Diskussion. — Öffentliche Sitzung vom 16. Juli 1991. Abstimmung.



**Art. 11.** In diesem Gesetzbuch wird Artikel 61 Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Diese Bescheinigung gibt u.a. in der Katasterparzelle und in dem Parzellenteil, auf den sie sich bezieht, an :

- a) ob diese Parzelle in einem Raumordnungsplan bzw. einem Raumordnungsplanentwurf, in einem Strukturschema bzw. einem Leitschema, einem Bereich, in dem eine Städtebauordnung angewandt wird, ausgewiesen ist oder ob eine Erschließungsgenehmigung dafür besteht;
- b) welche Bestimmung die Parzelle laut dem Raumordnungsplan bzw. dem Raumordnungsplanentwurf dem Strukturschema, dem Leitschema oder der Erschließungsgenehmigung hat und insbesondere, ob die Errichtung von Privatwohnungen darauf erlaubt ist;
- c) welche Bedingungen für diese Gebäude gelten;
- d) ob das Immobiliengut in einem Enteignungsplan enthalten ist und, in diesem Fall, die Bezeichnung der Enteignungsinstanz und das Datum des Erlasses der Exekutive zur Genehmigung der Enteignung;
- e) ob das unbewegliche Gut
  - in der Schutzliste im Sinne von Artikel 348 eingetragen ist;
  - in Anwendung von Artikel 351 unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht;
  - in einer Schutzzone im Sinne von Artikel 364 gelegen ist;
  - in einer in dem in Artikel 373 erwähnten Atlas aufgeführten Stätte gelegen ist. »

**Art. 12.** In Artikel 66 dieses Gesetzbuches wird Absatz 1 durch folgenden Text ersetzt :

« Artikel 66. Mit einer Gefängnisstrafe von acht bis fünfzehn Tagen und einer Geldbuße von 26 bis 2000 Franken oder mit einer einzigen dieser Strafen werden diejenigen belegt, die durch ihre Tätigkeiten, durch die Aus- oder Weiterführung von Arbeiten, durch die Änderung der Benutzung von Gebäuden, durch die Parzellierung eines Grundstücks oder auf irgendeine Weise folgende Vorschriften übertreten :

1. die Vorschriften der Bebauungspläne;
2. die Bestimmungen der Titel II und III des vorliegenden Buches;
3. die Bestimmungen der in Ausführung des Titels III des vorliegenden Buches erlassenen Verordnungen;
4. die Bestimmungen des Kapitels 1 des Titels IV des vorliegenden Buches;
5. die Bestimmungen des Buches V oder der in Anwendung von Buch V erlassenen Verordnungen. »

**Art. 13.** In Artikel 67 § 1 dieses Gesetzbuches wird Absatz 1 Nr. 3 wie folgt ergänzt : « sofern es weder in der Schutzliste eingetragen ist, noch unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht ».

**Art. 14.** Dieses Gesetzbuch wird durch folgende Bestimmungen ergänzt :

« BUCH V. — BESTIMMUNGEN ÜBER DENKMÄLER, LANDSCHAFTEN UND AUSGRABUNGEN »

#### TITEL I. — Allgemeines

##### KAPITEL I. — Definitionen

Artikel 345. Für die Anwendung dieses Buches ist :

1. Exekutive : die Wallonische Regionalexekutive;
2. Verwaltung : die Generaldirektion für Raumordnung und Wohnungswesen des Ministeriums der Wallonischen Region;
3. Kommission : die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region;
4. Eigentümer : die privat- oder öffentlich-rechtliche natürliche oder juristische Person, die ein Eigentums-, Nießbrauchs-, Erbbau- oder Baurecht auf ein Gut innehat, das zum Immobilienvermögen gehört;
5. Immobilienvermögen : die Gesamtheit der unbeweglichen Güter, deren Schutz von ihrem historischen, archäologischen, wissenschaftlichen, künstlerischen, sozialen oder technischen Interesse her gerechtfertigt ist :
  - a) als Denkmal : jedes getrennt betrachtete architektonische oder bildhauerische Werk, einschließlich der Anlagen und der dekorativen Elemente, die ein integrierender Bestandteil dieses Werkes sind;
  - b) als architektonisches Gefüge : jede Gruppe von städtischen oder ländlichen Bauten, einschließlich der Elemente, die sie miteinander verbinden, die genügend kohärent und bemerkenswert ist, um aufgrund ihrer Homogenität oder ihrer Eingliederung in die Landschaft topographisch abgegrenzt zu werden;
  - c) als Landschaft : jedes Werk der Natur oder jedes durch die Natur und den Menschen geschaffene Werk, das einen Raum bildet, der charakteristisch und homogen genug ist, um topographisch abgegrenzt zu werden;
  - d) als archäologische Stätte : jedes Gelände, jede geologische Formation, jedes Denkmal, architektonische Gefüge oder jede Landschaft, das bzw. die archäologische Güter im Sinne von Artikel 352 Nr. 1 birgt bzw. von dem oder der man annimmt, da sie solche Güter birgt;
6. Schutz : die Gesamtheit der Maßnahmen zur Identifizierung, wissenschaftlichen Untersuchung, Erhaltung oder Unterschutzstellung des Immobilienvermögens;
7. Erhaltung : die Gesamtheit der wissenschaftlichen und technischen Voruntersuchungen und der Maßnahmen zur Instandhaltung, Konsolidierung, Restauration, Erschließung oder Umwidmung des Immobilienvermögens, die vorgenommen bzw. getroffen werden, um seine integrierte Erhaltung zu gewährleisten;
8. integrierte Erhaltung : die Gesamtheit der Maßnahmen, die getroffen werden, damit das Immobilienvermögen weiterbesteht, in einer entsprechenden bebauten oder natürlichen Umgebung aufrechterhalten wird, eine Verwendung findet und den Anforderungen der Gesellschaft angepaßt ist;
9. Schutzzone : die Zone, die um ein in der Schutzliste eingetragenes oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz gestelltes unbewegliches Gut errichtet worden ist und durch einen aufgrund der Erfordernisse einer Erschließung und einer integrierten Erhaltung dieses Gutes bestimmten Umkreis abgegrenzt ist.

##### KAPITEL II. — Integrierung des Immobilienvermögens in den Lebensrahmen der heutigen Gesellschaft

Artikel 346. Im Hinblick auf die integrierte Erhaltung des Immobilienvermögens nehmen der Staat, die Regionen, die Gemeinschaften, die Regionale Wohnungsbaugesellschaft, die von letzterer anerkannten Immobiliengesellschaften öffentlichen Dienstes, die Provinzen, die Gemeinden, die Interkommunalen, die Kirchenfabriken und die öffentlichen Sozialhilfezentren eine ausführliche Untersuchung der Möglichkeiten vor, um das bzw. die zum Immobilienvermögen gehörenden Güter, die sie besitzen, für eine Tätigkeit zu bestimmen.

#### TITEL II — Schutz und Erhaltung des Immobilienvermögens

##### KAPITEL I. — Schutzmaßnahmen

###### Abschnitt 1. — Bestandsaufnahme

Artikel 347. Die Exekutive macht eine Bestandsaufnahme des Immobilienvermögens, schreibt sie fort und veröffentlicht sie.

*Abschnitt 2. — Schutzliste*

Artikel 348. § 1. Die Exekutive kann die in Artikel 345 Nr. 5 bestimmten Güter in eine Schutzliste eintragen, und zwar :

1. entweder aus eigener Initiative;
2. oder auf Vorschlag der Kommission;
3. oder auf Antrag des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der Gemeinde, in der das Gut gelegen ist;
4. oder auf Antrag von 300 Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Gut gelegen ist, eingetragen sind, wenn es um eine Gemeinde mit weniger als 5 000 Einwohnern geht; von 600 Personen für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von 5 000 bis 30 000 Einwohnern, oder von 1 000 Personen für eine Gemeinde mit mehr als 30 000 Einwohnern;
5. oder auf Antrag des Eigentümers.

Außer bei einer hinreichend begründeten Dringlichkeit nimmt die Exekutive diese Eintragung erst vor, nachdem sie das Gutachten der Kommission eingeholt hat.

§ 2. Die Eintragung der unbeweglichen Güter in die Schutzliste gilt für einen Zeitraum von zwölf Monaten, der ab dem Tag dieser Eintragung läuft.

Artikel 349. Liegt ein unbewegliches Gut im Bereich eines von der Exekutive in Anwendung von Artikel 14 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur bestimmten Sonderplans zur Verwaltung eines lomanialen Naturschutzgebietes, muß der Erlaß, mit dem dieses Gut in die Schutzliste eingetragen wird, diesen Plan berücksichtigen.

Artikel 350. Der Erlaß, mit dem ein unbewegliches Gut in die Schutzliste eingetragen wird, wird durch Vermerk im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Der Erlaß wird folgenden Stellen bzw. Personen zugestellt :

1. dem ständigen Ausschuß der Provinz, in der das Gut gelegen ist;
2. dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, in der das Gut gelegen ist;
3. der Kommission;
4. dem Eigentümer;
5. den betreffenden Ministern.

Der Erlaß, mit dem das Gut in die Schutzliste eingetragen wird, ist für sie verbindlich, sobald er zugestellt worden ist oder im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist, wenn diese Veröffentlichung davor erfolgt.

*Abschnitt 3. — Unterschutzstellung*

Artikel 351. Die Exekutive kann die in Artikel 345 Nr. 5 erwähnten unbeweglichen Güter unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stellen.

Artikel 352. Die Exekutive leitet ein Verfahren zur Unterschutzstellung ein :

1. entweder aus eigener Initiative;
2. oder auf Vorschlag der Kommission;
3. oder auf Antrag des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der Gemeinde, in der das Gut gelegen ist;
4. oder auf Antrag von 300 Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Gut gelegen ist, eingetragen sind, wenn es um eine Gemeinde mit weniger als 5 000 Einwohnern geht; von 600 Personen für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von 5 000 bis 30 000 Einwohnern oder von 1 000 Personen für eine Gemeinde mit mehr als 30 000 Einwohnern;
5. oder auf Antrag des Eigentümers.

Artikel 353. § 1. Die Exekutive teilt nachstehenden Stellen bzw. Personen gleichzeitig ihren Beschluß zur Einleitung des Unterschutzstellungsverfahrens per Einschreiben mit und legt ihnen die Unterschutzstellungsentwürfe zur Begutachtung vor :

1. dem ständigen Ausschuß der Provinz, in der das Gut gelegen ist;
2. dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, in der das Gut gelegen ist;
3. der Kommission;
4. den betreffenden Ministern, welche über eine Frist von sechzig Tagen verfügen, um ihr Gutachten zu übermitteln; nach Ablauf dieser Frist wird das Verfahren fortgeführt.

§ 2. Am gleichen Tag wie dem der in § 1 erwähnten Mitteilungen teilt die Exekutive dem Eigentümer ihren Beschluß zur Einleitung des Unterschutzstellungsverfahrens per Einschreiben mit. Der Eigentümer ist verpflichtet, den Mieter bzw. den Besitzer des betreffenden unbeweglichen Gutes sowie jede Person, die er beauftragt haben könnte, Arbeiten an dem betreffenden Gut auszuführen bzw. der er erlaubt haben könnte, sie auszuführen, binnen fünfzehn Werktagen darüber zu informieren. In der Mitteilung an den Eigentümer wird diese Verpflichtung erwähnt.

Artikel 354. § 1. Binnen fünfzehn Tagen nach Empfang der in Artikel 353 § 1 erwähnten Mitteilung nimmt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine öffentliche Untersuchung vor, die sowohl durch Anschläge am Gemeindehaus und an den von der Unterschutzstellung betroffenen Stellen auch durch eine Bekanntmachung in drei in der Region verteilten Tageszeitungen angekündigt wird. Wenn es ein kommunales Mitteilungsblatt gibt, das an die Bevölkerung verteilt wird, wird die Bekanntmachung darin veröffentlicht.

Wenn es kein kommunales Mitteilungsblatt gibt, wird die Bekanntmachung in einer Werbezeitung veröffentlicht, die kostenlos an die Bevölkerung verteilt wird.

Die Bekanntmachungen geben den Zweck der Untersuchung an und teilen mit, daß die Akte im Gemeindehaus eingesehen werden kann. Sie erwähnen ferner, daß die eventuellen Bemerkungen binnen dreißig Tagen nach dem Aushang bzw. der Veröffentlichung schriftlich an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zu richten sind, und geben den äußersten Termin für die Einreichung dieser Bemerkungen an.

Die ausgehängten Bekanntmachungen müssen während der gesamten Dauer der Untersuchung in einem solchen Zustand erhalten bleiben, daß sie einwandfrei gesehen und gelesen werden können.

Das Muster und die Größe der Bekanntmachungen werden von der Exekutive bestimmt.

§ 2. Binnen fünfzehn Tagen nach Ablauf der in § 1 Absatz 2 vorgesehenen Frist hält das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder ein von ihm zu diesem Zweck beauftragtes Mitglied dieses Kollegiums eine öffentliche Sitzung ab, bei der die Interessenten angehört werden.

Am Ende dieser Sitzung wird ein Protokoll aufgestellt, das die öffentliche Untersuchung abschließt.

§ 3. Nach Abschluß der öffentlichen Untersuchung und binnen einer Frist von höchstens dreißig Tagen gibt der Gemeinderat ein mit Gründen versehenes Gutachten über den Antrag auf Unterschutzstellung ab; nach Ablauf dieser Frist wird das Verfahren fortgeführt.

§ 4. Binnen fünfzehn Tagen nach Ablauf der in § 3 erwähnten Frist läßt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem ständigen Ausschuß die Akte mit folgenden Unterlagen zukommen :

1. den Bemerkungen, die während der öffentlichen Untersuchung gemacht worden sind;
2. dem Protokoll zum Abschluß der öffentlichen Untersuchung;
3. dem Beschluß des Gemeinderates.

Eine Kopie dieser Unterlagen wird zusammen mit der Kopie der in § 1 erwähnten Gutachten an die Exekutive und an die Kommission gerichtet.

§ 5. Die Tatsache, daß die Gemeinde die in vorliegendem Artikel aufgeführten Formalitäten nicht bzw. zu spät erledigt, führt nicht zur Ungültigkeit des Verfahrens und darf nicht die Verlängerung der in Artikel 355 erwähnten Frist als Folge haben.

Artikel 355. Binnen dreißig Tagen nach Empfang der von der Gemeinde übermittelten Akte oder, notfalls, binnen hundertfünfzig Tagen nach Empfang der in Artikel 353 § 1 erwähnten Mitteilung gibt der ständige Ausschuß ein mit Gründen versehenes Gutachten über den Antrag auf Unterschutzstellung ab; nach Ablauf dieser Frist wird das Verfahren fortgeführt.

Artikel 356. Der ständige Ausschuß leitet die vollständige Akte an die Kommission weiter, und diese läßt der Exekutive binnen sechzig Tagen nach Eingang der Akte oder, notfalls, binnen sechzig Tagen nach Ablauf der in Artikel 355 erwähnten Frist von hundertfünfzig Tagen ihre mit Gründen versehenen Vorschläge zukommen.

Artikel 357. § 1. Jeder Eigentümer eines unbeweglichen Gutes, dessen Unterschutzstellung vorgeschlagen wird, kann sich binnen fünfundsiebzig Tagen nach Abschluß der in Artikel 354 erwähnten öffentlichen Untersuchung direkt per Einschreiben an die Exekutive wenden, um seine Bemerkungen zu dem Unterschutzstellungsvorschlag mitzuteilen, sofern seinem Schreiben eine Erklärung der Gemeindeverwaltung beigelegt ist, in der bestätigt wird, daß er während der öffentlichen Untersuchung abwesend war.

§ 2. Das in § 1 vorgesehene Verfahren kann vom Eigentümer des Gutes oder von jedem anderen Interessenten angewandt werden, wenn die Gemeinde keine öffentliche Untersuchung vorgenommen hat.

§ 3. Am gleichen Tag wie dem des in § 1 erwähnten Versands wird eine Kopie der in diesem Paragraphen erwähnten Dokumente an die Kommission gerichtet.

Artikel 358. Liegt ein unbewegliches Gut im Bereich eines von der Exekutive in Anwendung von Artikel 14 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur bestimmten Sonderplans zur Verwaltung eines domanialen Naturschutzgebietes muß der Unterschutzstellungserlaß diesen Plan berücksichtigen.

Wenn der Unterschutzstellungserlaß Änderungen eines in Absatz 1 gemeinten Sonderverwaltungsplans beinhaltet, beschließt die Exekutive, ob die Revision dieses Plans einleitet.

Artikel 359. Der Unterschutzstellungserlaß wird durch einen Vermerk im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Er wird den Behörden und den in Artikel 353 erwähnten Personen per Einschreiben mitgeteilt und zwecks Eintrag an das Hypothekenamt weitergeleitet.

Binnen fünfzehn Tagen nach Empfang der Mitteilung informiert der Eigentümer des betreffenden unbeweglichen Gutes den Mieter per Einschreiben darüber, andernfalls muß er als Gesamtschuldner für die aufgrund von Artikel 67 durch das Gericht angeordnete Versetzung des Ortes in den ursprünglichen Zustand haften. Die Mitteilung an den Eigentümer erwähnt diese Verpflichtung.

Binnen fünfzehn Tagen nach Empfang der Mitteilung informiert das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den Besitzer über den Unterschutzstellungserlaß und gibt ihn durch Anschläge im Gemeindehaus und an den betreffenden Stellen bekannt.

Der Unterschutzstellungserlaß gilt für die Behörden und die in Artikel 353 erwähnten Personen, sobald er mitgeteilt worden ist oder sobald er im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist, wenn diese davor erfolgt.

#### Abschnitt 4. — Widerruf der Schutzmaßnahmen

Artikel 360. Um ein unbewegliches Gut von der Schutzliste zu streichen oder um die Unterschutzstellung eines unbeweglichen Gutes zu widerrufen, befolgt die Exekutive die Verfahren, die in den Artikeln 348 bis 350 bzw. in den Artikeln 352 bis 359 vorgesehen sind.

#### Abschnitt 5. — Wirkungen der Schutzmaßnahmen

Artikel 361. § 1. Der Eigentümer eines unbeweglichen Gutes, das in der Schutzliste eingetragen ist oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht, darf es nur gemäß den Bestimmungen der Artikel 41 bis 45 bzw. 53 bis 56 endgültig verändern oder verändern lassen.

§ 2. In Abweichung von den Artikeln 133 und 135 § 2 Absatz 2 Nr. 1 des Gemeindegesetzes darf der Bürgermeister nicht den teilweisen oder vollständigen Abbruch eines in der Schutzliste eingetragenen oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden baufälligen unbeweglichen Gutes anordnen, ohne der Exekutive seinen Beschluß mitzuteilen. Dieser Beschluß wird binnen zehn Tagen nach Eingang der Mitteilung vollstreckbar, sofern die Exekutive ihn nicht per Einschreiben suspendiert hat.

§ 3. Die Wirkungen der Eintragung in die Schutzliste oder der Unterschutzstellung haften dem unbeweglichen Gut an, in gleich welche Hände es auch immer übergehen möge. Die Dienstbarkeiten, die auf Bestimmungen des vorliegenden Gesetzbuches oder auf andere Gesetze, Dekrete bzw. Ordnungen in bezug auf die Aufsicht im Bereich des Straßen- und Bauwesens zurückzuführen sind, gelten nicht für die in der Schutzliste eingetragenen oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Güter, wenn sie ihre Beschädigung oder die Veränderung ihres Aussehens als Folge haben können.

§ 4. Bei einer Übertragung eines in der Schutzliste eingetragenen oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Gutes muß der Notar, der die Urkunde ausstellt, die eventuellen Informationen über die Eintragung in die Schutzliste oder die Unterschutzstellung bei den Gemeindeverwaltungen einholen und sie in die notarielle Urkunde eintragen.

Bei der öffentlichen Bekanntmachung anlässlich jeglicher Umschreibung muß der Notar, der die Urkunde ausstellt, ebenfalls die Eintragung des Gutes in die Schutzliste oder dessen Unterschutzstellung erwähnen.

§ 5. Wenn ein unbewegliches Gut in der Schutzliste eingetragen ist oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht, müssen die Gemeindeverwaltungen entweder auf Antrag jedes Interessenten oder, wenn sie eine städtebauliche Bescheinigung in Anwendung von Artikel 61 Nr. 5 ausstellen, von Amts wegen sämtliche in ihrem Besitz befindlichen Auskünfte über dieses Gut erteilen.

Artikel 362. § 1. Der Erlaß, mit dem ein unbewegliches Gut in die Schutzliste eingetragen wird, oder der Erlaß, mit dem ein unbewegliches Gut unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz gestellt wird, kann besondere Schutz- und Verwaltungsbedingungen bestimmen, denen das betreffende Gut unterworfen wird. Diese Bedingungen können Einschränkungen des Eigentumsrechtes, einschließlich des vollen oder bedingten Bauerschließungs- oder Einfriedungsverbots, beinhalten.

§ 2. Der Erlaß, der eine Landschaft betrifft, darf nicht die Freiheit des Landwirts dieses Bereichs in bezug auf Pflanzungen und Kulturen einschränken; dies gilt jedoch nicht für Hecken, Wäldchen, Alleen, Wälder, Feuchtgebiete, Gebiete, die wegen ihrer interessanten Pflanzen- oder Tierwelt geschützt sind, sowie für Böden, die archäologische Stätten bergen.

Artikel 363. Alle Wirkungen der Unterschutzstellung finden während eines Zeitraums von einem Jahr ab dem Tag der in Artikel 353 erwähnten Mitteilungen vorläufig Anwendung auf die unbeweglichen Güter, für die ein Unterschutzstellungsverfahren eingeleitet worden ist.

#### *Abschnitt 6. — Schutzzonen*

Artikel 364. Der Erlaß, mit dem ein unbewegliches Gut in die Schutzliste eingetragen wird, oder der Erlaß, mit dem ein unbewegliches Gut unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz gestellt wird, kann um das betreffende Gut eine Schutzzone errichten, deren Grenzen er bestimmt.

Aufgrund des Gutachtens der Kommission und durch einen mit Gründen versehenen Erlaß kann die Exekutive eine Schutzzone um ein in der Schutzliste eingetragenes oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehendes unbewegliches Gut errichten.

#### *Abschnitt 7. — Zeichen und Schilder*

Artikel 365. Die Exekutive bestimmt die graphische Darstellung, die Größe und den Standort der Zeichen und der Schilder, die auf den unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Gütern oder in ihrer unmittelbaren Umgebung angebracht werden, um die Aufmerksamkeit auf die für sie geltende Schutzmaßnahme zu lenken.

### **KAPITEL II. — Erhaltungsmaßnahmen**

Artikel 366. Der Eigentümer eines unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Gutes muß es durch Instandhaltungsarbeiten in gutem Zustand erhalten.

Wenn die Verwaltung feststellt, daß Arbeiten zu diesem Zweck unternommen werden müssen, teilt sie dies dem Eigentümer mit. Binnen neunzig Tagen nach Empfang dieser Mitteilung muß der Eigentümer eine Baugenehmigung für die erforderlichen Instandhaltungsarbeiten beantragen. Ferner kann er einen Bezuschussungsantrag für diese Arbeiten bei der Exekutive einreichen.

Unbeschadet der Anwendung der in Artikel 370 vorgesehenen Maßnahmen geht man davon aus, daß der Eigentümer der Pflicht, sein Gut in gutem Zustand zu erhalten, nicht nachgekommen ist, wenn er versäumt hat, die gemäß Absatz 2 mitgeteilten Arbeiten entweder in dem Jahr der Erteilung der einschlägigen Baugenehmigung oder, wenn diese Mitteilung nach der Erteilung der Baugenehmigung erfolgt ist, in dem Jahr der Mitteilung einer Zusage zur Bezuschussung dieser Arbeiten zu beginnen.

Artikel 367. Für die unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Güter beteiligen sich die Region, die Provinz und die Gemeinden, die betroffen sind, gemäß den von der Exekutive festgelegten Modalitäten an den Instandhaltungskosten, einschließlich der Kosten für die wissenschaftlichen und technischen Vorstudien.

Artikel 368. Die Beteiligung der Region an den Kosten für die Erhaltung von unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden Gütern kann davon abhängig gemacht werden, daß vor ihrer Neuverwendung eine wissenschaftliche und technische Studie erfolgt.

Die Exekutive bestimmt die Anwendungsmodalitäten, gemäß denen die wissenschaftlichen und technischen Studien obligatorisch sind.

Artikel 369. Die Region, die Provinz und die Gemeinde, die betroffen sind, können für den Teil der Kosten aufkommen, die ausschließlich aus der Umwidmung der unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden Güter hervorgehen.

### **KAPITEL III. — Sonderbestimmungen**

#### *Abschnitt 1. — Ersetzung des Eigentümers durch die öffentlichen Behörden*

Artikel 370. Falls der Eigentümer sich weigert, die zur Vorbeugung der Zerstörung bzw. Beschädigung eines unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Gutes erforderlichen Arbeiten ausführen zu lassen, kann die Region, die Provinz oder die Gemeinde an seine Stelle treten und die zur Erhaltung des Gutes erforderlichen vorsorglichen Maßnahmen ergreifen; die Gemeinde bzw. die Provinz erhält die von der Region gewährten Zuschüsse.

Wenn keine Einigung mit dem Eigentümer zustandekommt, können die in Absatz 1 erwähnten Behörden die aufgewendeten Kosten durch jeglichen Rechtsweg zurückfordern, sofern sie dem Eigentümer zugute gekommen sind. Wenn das Gut einer privatrechtlichen Person gehört und es sich nicht um Trockenlegungsarbeiten oder um kleine Instandhaltungsarbeiten handelt, kann diese verlangen, daß die betreffende Behörde ihr Gut enteignet.

Außer bei einer anderslautenden Vereinbarung zwischen den betreffenden Parteien bezieht sich die Enteignung auf das gesamte Gut, selbst wenn es nur zum Teil unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz gestellt worden ist, sofern dieser Teil ein wesentliches Element des Gutes darstellt, und auf das Grundstück, das dazu gehört.

#### *Abschnitt 2. — Vergütungen*

Artikel 371. § 1. Die Eigentümer können eine Vergütung zu Lasten der Region beantragen, wenn ein Bau- oder Erschließungsverbot, das ausschließlich aus der Unterschutzstellung eines unbeweglichen Gutes hervorgeht, am Tage vor dem Inkrafttreten des Unterschutzstellungserlasses der Benutzung oder der Zweckbestimmung dieses Gutes ein Ende setzt.

§ 2. Das Anrecht auf Vergütung entsteht zum Zeitpunkt der Verweigerung der Bau- bzw. Erschließungsgenehmigung oder bei der Ausstellung einer abschlägigen städtebaulichen Bescheinigung.

Für die Vergütung kann nur die Wertminderung berücksichtigt werden, die sich aus dem Bau- bzw. Erschließungsverbot ergibt. Diese Wertminderung muß bis zu 20 % dieses Wertes ohne Vergütung getragen werden.

Die Vergütung wird reduziert oder verweigert, wenn bzw. sofern feststeht, daß der Eigentümer einen Nutzen aus der Unterschutzstellung des unbeweglichen Gutes zieht.

Die Region kann sich von ihrer Pflicht zur Gewährung einer Vergütung befreien, entweder indem sie das Gut abkauft oder indem sie die Bestimmungen des Unterschutzstellungserlasses, durch den das Anrecht auf Vergütung entstanden ist, ändert.

§ 3. Es ist keine Vergütung zu zahlen :

1. wenn der Eigentümer das unbewegliche Gut erworben hat, als es bereits unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stand;

2. wenn es um ein Verbot geht, Firmenzeichen oder Werbevorrichtungen auf dem unbeweglichen Gut anzubringen;

3. wenn es um ein Verbot geht, gefährliche, lästige und ungesunde Betriebe über den Zeitraum hinaus weiterzuführen, für den die Betreibung zugelassen worden ist;

4. wenn der Eigentümer selbst beantragt hat, daß sein Gut unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz gestellt wird, oder dieser Unterschutzstellung ausdrücklich zugestimmt hat.

§ 4. Die Region kann die Rückerstattung der um die gesetzlichen Zinsen erhöhten Vergütungen von den Empfängern, ihren Rechtsnachfolgern oder ihren anspruchsberechtigten Angehörigen verlangen, sobald das unbewegliche Gut nicht mehr unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht.

§ 5. Die Forderungen verjähren ein Jahr nach dem Tag, an dem der Anspruch auf Vergütung oder auf Rückzahlung der Vergütung entsteht.

### TITEL III. — Archäologische Stätten und Funde

#### KAPITEL I. — Definitionen

Artikel 372. Für die Anwendung vorliegenden Titels ist bzw. sind :

1. archäologische Güter : die Überreste oder jegliche andere paläontologische Spur der Tätigkeit des Menschen oder seiner Umwelt, die Zeugnisse von Zeiten und Zivilisationen sind, für die die Hauptinformation bzw. eine der wissenschaftlichen Hauptinformationen durch Ausgrabungen oder durch Funde gewonnen wird;

2. Sondierung : der Vorgang, mit dem der Zustand einer archäologischen Stätte verändert wird und mit dem das Vorhandensein von archäologischen Gütern oder das Vorhandensein, die Art und der Umfang einer archäologischen Stätte nachgewiesen werden soll;

3. Ausgrabungen : alle Maßnahmen und Arbeiten, die ausgeführt werden, um archäologische Güter zu suchen und zu sammeln;

4. Rettungsausgrabungen : die Ausgrabungen in bezug auf archäologische Stätten, die einer vollständigen oder teilweisen Zerstörung ausgesetzt sind;

5. Vorbeugende Ausgrabungen : die Ausgrabungen in bezug auf archäologische Stätten, die kurzfristig und auf unvermeidbare Weise von totaler oder teilweiser Zerstörung bedroht sind;

6. Ausgrabungen mit regionalem Status : die Ausgrabungen, deren kapitale Bedeutung für die Kenntnis der Vergangenheit von der Exekutive anerkannt worden ist;

7. unvorhergesehener Fund : die rein zufällige Freilegung von archäologischen Gütern;

8. Prospektion : die Maßnahme, die dazu dienen soll, den Standort von archäologischen Gütern oder Stätten zu ermitteln, ohne sie zu verändern.

#### KAPITEL II. — Schutzmaßnahmen

Artikel 373. Die Exekutive verabschiedet einen Atlas der archäologischen Stätten der Wallonischen Region.

Artikel 374. Die öffentlichen Behörden fügen die Angaben des in Artikel 373 erwähnten Atlases in die Raumordnungspläne und die Städtebauordnungen ein.

Artikel 375. Der beauftragte Beamte kann die Erteilung der Bau- bzw. Erschließungsgenehmigung für unbewegliche Güter, die in einer in dem in Artikel 373 erwähnten Atlas aufgeführten Stätte gelegen sind, von der Ausführung von Sondierungen und von Ausgrabungen abhängig machen.

Artikel 376. Die Arbeiten, die dazu bestimmt sind, eine oder mehrere archäologische Stätten zu schützen und zur Geltung zu bringen, unterliegen den Bestimmungen der Kapitel III und IV des vorliegenden Titels.

#### KAPITEL III. — Sondierungen und Ausgrabungen im allgemeinen

Artikel 377. Niemand darf Sondierungen oder Ausgrabungen ohne vorherige Genehmigung der Exekutive vornehmen.

Artikel 378. Die Genehmigungsanträge unterliegen dem Gutachten der Kommission.

Unbeschadet der Anwendung von Artikel 382 kann das Jahresprogramm der Sondierungen und Ausgrabungen, die die Verwaltung vornimmt, den Gegenstand einer einzigen Genehmigung bilden.

Artikel 379. Die in Artikel 377 erwähnte Genehmigung bezieht sich auf eine bestimmte Stätte. Sie gibt den bzw. die Inhaber der Genehmigung, die Bedingungen für deren Erteilung sowie ihre Laufzeit an. Letztere kann verlängert werden.

Die Erteilung der Genehmigung kann geknüpft sein an :

1. den Nutzen der Ausgrabungen oder Sondierungen;
2. die Kompetenz, die menschlichen Mittel und die technische Infrastruktur, die den Antragstellern zur Verfügung stehen;
3. den Nachweis einer Vereinbarung mit dem Eigentümer der Stätte;
4. eine Vereinbarung in bezug auf den Heimfall der archäologischen Güter und deren Lagerung;
5. die Pflicht, periodische Berichte über den Stand der Arbeiten und einen Schlußbericht zu erstellen, die binnen einer bestimmten Frist einzureichen sind.

Artikel 380. Die in Artikel 377 erwähnte Genehmigung kann suspendiert oder entzogen werden :

1. wenn die in Artikel 379 aufgeführten Bedingungen nicht eingehalten werden;
2. wenn sich herausstellt, daß die Kompetenz, die menschlichen Mittel und die materielle Infrastruktur, über die der Inhaber der Genehmigung verfügt, aufgrund der Bedeutung der Funde offensichtlich unzureichend sind.

Der Entzug der Genehmigung bedarf des vorherigen Gutachtens der Kommission.

Artikel 381. Die Verfahren zur Erteilung, zum Entzug und zur Suspendierung der in Artikel 377 erwähnten Genehmigung werden von der Exekutive bestimmt.

Artikel 382. In Abweichung von Artikel 378 kann die Verwaltung jederzeit aus eigener Initiative und ohne vorherige Genehmigung Rettungsausgrabungen und Sondierungen vornehmen. Sie kann sich dabei von natürlichen oder juristischen Personen beistehen lassen, die die Exekutive eigens dazu ermächtigt hat.

Aufgrund des Gutachtens der Kommission erteilt die Exekutive jede in Absatz 1 erwähnte Ermächtigung. Die Exekutive bestimmt die Laufzeit der Ermächtigung, das geographische Gebiet, für die sie gilt, sowie die Bedingungen für ihren Entzug und ihre Suspendierung.

Die Kommission wird über jede Rettungsausgrabung und über die erfolgten Sondierungen unterrichtet.

Artikel 383. Eine Ausgrabung kann aufgrund des Gutachtens der Kommission von der Exekutive als Ausgrabung mit regionalem Status anerkannt werden.

In diesem Fall darf die in Artikel 377 erwähnte Genehmigung nur einer Universität, einer wissenschaftlichen Anstalt, der Verwaltung oder, bei einer konzertierten Forschungsaktion, einer Vereinigung mehrerer der vorerwähnten Einrichtungen oder einer oder mehrerer von ihnen mit einer oder mehreren privaten Vereinigungen erteilt werden.

Artikel 384. Für die Sondierungen und die Ausgrabungen dürfen keine Metalldetektoren benutzt werden. Die Inhaber einer gemäß Artikel 377 erteilten Genehmigung und die gemäß Artikel 382 ermächtigten Personen sind einzig und allein befugt, in dem in der Genehmigung bzw. Ermächtigung erwähnten Raum Metalldetektoren zu benutzen.

Auf den archäologischen Stätten dürfen nur die in Absatz 1 erwähnten Inhaber Metalldetektoren besitzen.

Die Werbung für Metalldetektoren darf keine Anspielung auf die archäologischen Stätten und Funde enthalten.

#### KAPITEL IV. — *Gemeinnützige Sondierungen und Funde*

Artikel 385. Bei einem unvorhergesehenen Fund von archäologischen Gütern anlässlich der Durchführung einer Bau- bzw. Erschließungsgenehmigung kann die Exekutive nach Gutachten der Kommission beschließen, daß es im öffentlichen Interesse liegt :

1. entweder die Durchführung der Bau- bzw. Erschließungsgenehmigung, einschließlich der in den Artikeln 45bis und 45ter erwähnten Genehmigung, für eine Frist von höchstens sechzig Tagen auszusetzen, um Sondierungen oder Ausgrabungen vornehmen zu lassen;

2. oder die Bau- bzw. Erschließungsgenehmigung, einschließlich der in den Artikeln 45bis und 45ter erwähnten Genehmigung, zu entziehen, Sondierungen oder Ausgrabungen vornehmen zu lassen und die Bedingungen zu bestimmen, die zum Schutz der Stätte und der gefundenen Güter erforderlich sind und unter denen eine spätere Genehmigung erteilt werden könnte.

Artikel 386. Aufgrund des Gutachtens der Kommission kann die Exekutive erklären, daß es im öffentlichen Interesse liegt, eine Stätte in Besitz zu nehmen, um Sondierungen oder Ausgrabungen vorzunehmen.

Der in Absatz 1 gemeinte Erlaß der Exekutive bestimmt für jede Stätte die Bedingungen, unter denen diese Maßnahmen ausgeführt werden können, und zwar unter Beachtung folgender Grundsätze :

1. der Eigentümer der Stätte wird aufgefordert, bei der Exekutive seine Bemerkungen geltend zu machen, welche der der Kommission übermittelten Akte beigelegt werden,

2. der Erlaß erwähnt die gemeinnützigen Gründe für die Besitznahme der Stätte, die Sondierungen oder die Ausgrabung;

3. die Exekutive bestimmt die Personen, die befugt sind, Sondierungen oder Ausgrabungen vorzunehmen, grenzt das Gelände oder den Raum ab, das bzw. der in Besitz genommen werden muß, und gibt die Dauer dieser Besitznahme an.

Artikel 387. Aufgrund des Gutachtens der Kommission kann die Exekutive Stätten, in denen archäologische Güter liegen, im öffentlichen Interesse enteignen, um sie auszugraben, sie zu untersuchen oder eventuell zur Geltung zu bringen.

Artikel 388. Nach Ablauf der in Artikel 386 erwähnten Frist für die Besitznahme muß die archäologische Stätte wieder in den Zustand gesetzt werden, in dem sie sich vor der Ausführung der in demselben Artikel erwähnten Arbeiten befand, es sei denn, es wird ein Verfahren zur Unterschutzstellung der Stätte oder zur Enteignung der Stätte im öffentlichen Interesse eingeleitet.

#### KAPITEL V. — *Vergütungen*

Artikel 389. Gemäß den von der Exekutive festgelegten Bedingungen und Modalitäten hat jede Person Anrecht auf eine Vergütung für den materiellen Schaden, den sie erlitten hat und der zurückzuführen ist :

1. entweder auf in Anwendung von Artikel 375 durchgeführte Sondierungen oder Ausgrabungen, die länger als sechzig Tagen dauern würden;

2. oder auf die Aussetzung der Durchführung einer in Artikel 385 erwähnten Genehmigung;

3. oder auf den Entzug einer Genehmigung im Sinne desselben Artikels;

4. oder auf die Besitznahme der Stätte im Sinne von Artikel 386.

#### KAPITEL VI. — *Unvorhergesehene Funde*

Artikel 390. Jeder unvorhergesehene Fund von archäologischen Gütern muß von ihrem Entdecker binnen acht Tagen der Gemeindeverwaltung des Fundortes sowie dem Eigentümer der archäologischen Stätte gemeldet werden.

Binnen acht Tagen leitet der Bürgermeister der Gemeinde diese Meldung an die Exekutive weiter, die den Ort, wo die archäologischen Güter gefunden worden sind, besichtigen lassen kann und jede Maßnahme vorsehen kann, die im Hinblick auf den Schutz der Stätte sowie der entdeckten Güter nützlich sein kann.

Die Exekutive unterrichtet die Kommission über den Fund und die ergriffenen Maßnahmen.

#### KAPITEL VII. — *Zuschüsse*

Artikel 391. Im Rahmen der dazu im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Mittel kann die Exekutive Zuschüsse gewähren für :

1. die Ausführung von archäologischen Prospektionen, Sondierungen und Ausgrabungen;

2. die Erstellung und Verteilung von Publikationen über die archäologischen Prospektionen, Sondierungen, Ausgrabungen und Funde;

3. den Schutz, die Instandsetzung und die Erschließung der Stätten und der archäologischen Güter;

4. die Organisation von Kolloquien oder wissenschaftlichen Veranstaltungen in bezug auf die Ausgrabungen und die archäologischen Funde.

Artikel 392. Die Exekutive bestimmt die Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse.

Sie kann den Nutzen und die Dauer der Arbeiten, die einzusetzenden menschlichen Mittel und technischen Infrastrukturen, die Modalitäten für die Registrierung und den Heimfall der gefundenen Güter berücksichtigen.

Die Gewährung der Zuschüsse kann auch an die Pflicht geknüpft sein, periodische Berichte über den Stand der Arbeiten und einen Schlußbericht zu erstellen, die binnen einer bestimmten Frist einzureichen sind.

#### TITEL IV. — *Übergangsbestimmungen*

Artikel 393. Die Unterschutzstellungsverfahren, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der Bestimmungen des vorliegenden Buches laufen, gelten für den bereits verwirklichten Teil. Sie werden gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Buches fortgesetzt.

Artikel 394. Die am Tag des Inkrafttretens der Bestimmungen des vorliegenden Buches in Ausführung begriffenen Sondierungen und Ausgrabungen gelten ab diesem Tag für eine Höchstdauer von sechs Monaten als genehmigt. Nach dieser Frist sind sie gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Buches fortzuführen.»

Art. 15. In Artikel 68 dieses Gesetzbuches wird Absatz 2 durch folgende Wörter ergänzt :

« Sie können alle, selbst geschlossene und verdeckte Orte, wo Sondierungen oder Ausgrabungen erfolgen, besichtigen und sich alle Auskünfte, die sie für nützlich halten, mitteilen lassen. »

Art. 16. Für das deutsche Sprachgebiet wird das Gesetz vom 7. August 1931 über die Erhaltung der Denkmäler und der Landschaften wird mit Ausnahme seiner Bestimmungen über die beweglichen Güter aufgehoben.

Art. 17. Das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 1. Juli 1982 über die anhand von Metalldetektoren durchgeführten Ausgrabungen wird für die Wallonische Region aufgehoben.

Art. 18. Das Dekret vom 17. Juli 1987 über den Schutz des unbeweglichen Kulturerbes der Französischen Gemeinschaft wird für die Wallonische Region aufgehoben.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es in *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. Juli 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,  
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,  
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugsarbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,  
A. VAN der BIEST

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,  
A. DALEM

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,  
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,  
E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten und der Ausrüstung für die Wallonische Region,  
A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien  
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,  
A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,  
G. LUTGEN

—  
VERTALING

—  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 3

[S-C — 27570]

18 JULI 1991

Decreet betreffende de monumenten, de landschappen en de opgravingen (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De titel van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt : Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium.

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« Artikel 1. De ruimtelijke ordening van het Waalse Gewest is vastgesteld in plannen, schema's en reglementen.

Die ordening wordt ontworpen zowel uit economisch, sociaal en esthetisch oogpunt als met het doel voor het karig beheer van de bodem te zorgen en het cultureel en natuurlijk patrimonium van het Waalse Gewest in stand te houden en te ontwikkelen. »

Art. 3. Bij artikel 41, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt punt 4° vervangen door volgende tekst :

« 4° de vegetatie van heiden of vennen ontginnen of wijzigen of van elk ander gebied waarvan de Executieve de bescherming noodzakelijk acht, behalve de uitvoering van een bijzonder plan van beheer van een staatsnatuurreservaat, opgesteld door de Executieve overeenkomstig artikel 14 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. »

(1) Zitting 1990-1991 :

Stukken van de Raad. — 237 (1990-1991) : nrs. 1 tot 6.

Integraal verslag. — Openbare zitting van 15 juli 1991. Bespreking. — Openbare zitting van 16 juli 1991. Stemming.

**Art. 4.** Bij artikel 41, § 1, van hetzelfde Wetboek worden een punt 10° en een tweede alinea als volgt opgesteld, ingelast :

« 10° onderhouds-, versterkings-, restauratie- en revalorisatiewerken ondernemen of laten ondernemen met betrekking tot onroerende goederen :

- a) opgenomen op de in artikel 348 bedoelde beschermingslijst;
- b) geklasseerd krachtens artikel 351.

Wanneer de in 1° tot 10° van dezelfde paragraaf bedoelde handelingen en werken betrekking hebben op onroerende goederen die opgenomen zijn op de beschermingslijst, die geklasseerd zijn, die gelegen zijn in een in artikel 364 bedoeld beschermingsgebied of die gelokaliseerd zijn in een landschap vermeld in de in artikel 373 bedoelde atlas, wordt het advies van de in artikel 345 bedoelde Commissie gevraagd alvorens de vergunning wordt toegekend. »

§ 2 van hetzelfde artikel wordt aangevuld door volgende bepaling :

« Deze lijst is echter niet van toepassing op handelingen en werken betreffende de onroerende goederen die opgenomen zijn op de beschermingslijst, die geklasseerd zijn, die gelegen zijn in een in artikel 364 bedoeld beschermingsgebied of die gelokaliseerd zijn in een landschap vermeld in de in artikel 373 bedoelde atlas. »

**Art. 5.** Artikel 42, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende bepaling :

« Deze lijst en artikel 43 zijn echter niet van toepassing op handelingen en werken met betrekking tot onroerende goederen die opgenomen zijn op de beschermingslijst, die geklasseerd zijn, die gelegen zijn in een in artikel 364 bedoeld beschermingsgebied of die gelokaliseerd zijn in een landschap vermeld in de in artikel 373 bedoelde atlas. »

**Art. 6.** Artikel 42bis van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld door volgende alinea :

« Wanneer de voorwaarden van alinea 1 vervuld zijn, wordt de vergunning overeenkomstig artikel 42 afgeleverd indien zij betrekking heeft op onroerende goederen die opgenomen zijn op de beschermingslijst, die geklasseerd zijn, die gelegen zijn in een in artikel 364 bedoeld beschermingsgebied of die gelokaliseerd zijn in een landschap vermeld in de in artikel 373 bedoelde atlas. »

**Art. 7.** Artikel 43 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met volgende alinea :

« In de in alinea 1 bedoelde gevallen wordt de vergunning overeenkomstig artikel 42 afgeleverd indien zij betrekking heeft op onroerende goederen die opgenomen zijn op de beschermingslijst, die geklasseerd zijn, die gelegen zijn in een in artikel 364 bedoeld beschermingsgebied of die gelokaliseerd zijn in een landschap vermeld in de in artikel 373 bedoelde atlas. »

**Art. 8.** Artikel 45, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 2. Wanneer de toepassingsvoorwaarden van artikel 42bis vervuld zijn, wordt de door een door de Executieve aangewezen publiekrechtelijke persoon aangevraagde vergunning desniettemin overeenkomstig artikel 41 afgeleverd, behalve voor handelingen en infrastructuurwerken die zich uitstrekken op het grondgebied van één of meer gemeenten en voor handelingen en werken betreffende onroerende goederen die opgenomen zijn op de beschermingslijst, die geklasseerd zijn, die gelegen zijn in een in artikel 364 bedoeld beschermingsgebied of die gelokaliseerd zijn in een landschap vermeld in de in artikel 373 bedoelde atlas. »

**Art. 9.** In artikel 51, § 3, alinea 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « de artikelen 42, 42bis, 43, 45 en 46 » vervangen door de woorden : « de artikelen 42, 42bis, 43, 45, 45bis, 45ter en 46 ».

**Art. 10.** In hetzelfde Wetboek wordt een als volgt opgesteld artikel 53bis ingelast :

« Artikel 53bis. In afwijking van artikel 53 wordt het advies van de in artikel 345 bedoelde Commissie gevraagd alvorens de vergunning wordt toegekend, voor de onroerende goederen die :

- 1° opgenomen zijn op de in artikel 348 bedoelde beschermingslijst;
- 2° geklasseerd zijn overeenkomstig artikel 351;
- 3° gelegen zijn in een in artikel 364 bedoeld beschermingsgebied;
- 4° gelokaliseerd zijn in een landschap vermeld in de in artikel 373 bedoelde atlas. »

**Art. 11.** In hetzelfde Wetboek wordt de tweede alinea van artikel 61 vervangen door volgende bepaling :

« Dit attest zal met name in het kadastraal perceel of in het gedeelte van dat perceel waarop het betrekking heeft, aangeven :

a) of dat perceel opgenomen is binnen de grenzen van een plan van aanleg of van een ontwerp van plan van aanleg, van een structuurplan of een streekplan, van een omtrek waarop een stedenbouwkundig reglement toepasselijk is, of het het voorwerp is van een verkavelingsvergunning;

b) wat, volgens het plan van aanleg of ontwerp van plan van aanleg, het structuurplan, het streekplan of de verkavelingsvergunning, de bestemming van het perceel is en met name of de bouw van particuliere woningen er toegelaten is;

c) aan welke voorwaarden deze bouwwerken onderworpen zijn;

d) of het pand opgenomen is binnen de grenzen van een onteigeningsplan en, zo ja, de overheid aanduiden die onteigent alsook de datum van het besluit van de Executieve waarbij de onteigening wordt toegelaten;

e) of het onroerend goed :

- opgenomen is op de in artikel 348 bedoelde beschermingslijst;
- geklasseerd is overeenkomstig artikel 351;
- gelegen is in een in artikel 364 bedoeld beschermingsgebied;
- gelokaliseerd is in een landschap vermeld in de in artikel 373 bedoelde atlas. »

**Art. 12.** Alinea 1 van artikel 66 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« Artikel 66. Worden gestraft met een gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen en met een geldboete van 26 tot 2000 frank of met één van deze straffen, zij die, door hun handelingen, door het uitvoeren of het instandhouden van werken, door de bestemming van gebouwen te wijzigen, door het verkavelen van onroerende goederen of op de één of andere manier de voorschriften overtreden van :

- 1° de bijzondere plannen van aanleg;
- 2° de bepalingen van de Titels II en III van dit Boek;
- 3° van de verordeningen genomen ter uitvoering van Titel III van dit Boek;
- 4° van de bepalingen van hoofdstuk 1 van Titel IV van dit Boek;
- 5° van de bepalingen van Boek V of van de krachtens hetzelfde Boek genomen bepalingen. »



Art. 13. Bij artikel 97, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt alinea 1, 3°, aangevuld als volgt: « voor zover het noch op de beschermingslijst opgenomen is noch geklasseerd is ».

Art. 14. Hetzelfde Wetboek is aangevuld met volgende bepalingen :

« BOEK V. — BEPALINGEN BETREFFENDE DE MONUMENTEN,  
DE LANDSCHAPPEN EN DE OPGRAVINGEN

TITEL I. — Algemeenheden

HOOFDSTUK I. — Bepalingen

Artikel 345. Voor de toepassing van dit Boek wordt verstaan onder :

- 1° Executieve : de Waalse Gewestexecutieve;
- 2° Bestuur : de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 3° Commissie : de Koninklijke Commissie voor monumenten, landschappen en opgravingen van het Waalse Gewest;
- 4° eigenaar : de privaatrechtelijke of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon, houder van een eigendomsrecht, van een recht van vruchtgebruik, van erfpacht of van oppervlakte op een goed dat tot het onroerend patrimonium behoort;
- 5° onroerend patrimonium : het geheel van de onroerende goederen waarvan het historisch, archeologisch, wetenschappelijk, artistiek, sociaal of technisch belang de bescherming rechtvaardigen;
  - a) als monument : elke afzonderlijk beschouwde architecturale of sculpturale verwezenlijking, met inbegrip van de installaties en decoratieve elementen die noodzakelijk deel uitmaken van die verwezenlijking;
  - b) als architecturaal geheel : elke groep van stads- of plattelandsgebouwen, met inbegrip van de elementen die ze met elkaar verbinden, coherent genoeg om het voorwerp te zijn van een topografische afbakening en opvallend door zijn homogeniteit of zijn integratie in het landschap;
  - c) als landschap : elke natuurlijke verwezenlijking of elke combinatie van menselijke en natuurlijke verwezenlijkingen waarbij een ruimte tot stand gebracht wordt die karakteristiek en homogeen genoeg is om het voorwerp te zijn van een topografische afbakening;
  - d) als archeologische plaats : elk terrein, geologische formatie, monument, architecturaal geheel of plaats die archeologische goederen in de zin van artikel 372, 1°, bevat hebben of geacht zijn te bevatten;
- 6° bescherming : het geheel van de maatregelen die de identificatie, het wetenschappelijk onderzoek, de beveiliging of de rangschikking van het onroerend patrimonium beogen;
- 7° instandhouding : het geheel van de voorafgaande wetenschappelijke en technische studies en van de maatregelen met het oog op het onderhoud, de versterking, de restauratie, de revalorisatie of de reffectatie van het onroerend patrimonium ten einde zijn geventueerde instandhouding te verzekeren;
- 8° geïntegreerde instandhouding : het geheel van de maatregelen genomen ten einde te zorgen voor de duurzaamheid van het onroerend patrimonium, zijn handhaving in het kader van een geschikte — bebouwde of natuurlijke — omgeving, zijn bestemming en zijn aanpassing aan de behoeften van de maatschappij;
- 9° beschermingsgebied : het gebied gelegen rondom een onroerend goed dat opgenomen is op de beschermingslijst of geklasseerd is, en afgebakend door een omtrek bepaald al naar gelang de eisen met betrekking tot de revalorisatie en de geventueerde instandhouding van voornoemd goed.

HOOFDSTUK II. — Integratie van het onroerend patrimonium  
in het leefklimaat van de hedendaagse maatschappij

Artikel 346. Ten einde de geïntegreerde instandhouding van het onroerend patrimonium te verzekeren, gaan de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de « Société régionale wallonne du logement », de door deze laatste erkende bouwmaatschappijen van openbare dienst, de provincies, de gemeenten, de intercommunales, de kerkfabrieken en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn over tot een grondig onderzoek van de mogelijkheden om het goed (de goederen) die onder het onroerend patrimonium ressorteren en waarvan zij eigenaar zijn, voor elke activiteit te bestemmen.

TITEL II. — De bescherming en de instandhouding van het onroerend patrimonium

HOOFDSTUK II. — Beschermingsmaatregelen

Sectie 1. — Inventaris

Artikel 347. Een inventaris van het onroerend patrimonium wordt door de Executieve opgemaakt, bijgehouden en uitgegeven.

Sectie 2. — De beschermingslijst

Artikel 348, § 1. De Executieve mag de in artikel 345, 5°, bepaalde onroerende goederen op een beschermingslijst opnemen :

- 1° hetzij op eigen initiatief;
- 2° hetzij op voorstel van de Commissie;
- 3° hetzij op verzoek van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar het goed gelegen is;
- 4° hetzij op verzoek van 300 personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het goed gelegen is, voor een gemeente van minder dan 5 000 inwoners; op verzoek van 600 personen voor een gemeente van 5 000 tot 30 000 inwoners en van 1 000 personen voor een gemeente van meer dan 30 000 inwoners;
- 5° hetzij op verzoek van de eigenaar.

Behalve in geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzaak gaat de Executieve slechts na advies van de Commissie over tot die opneming.

§ 2. De onroerende goederen worden op de beschermingslijst opgenomen voor een periode van twaalf maanden met ingang van de inschrijvingsdatum.

Artikel 349. Indien een onroerend goed gelegen is in de omtrek van een bijzonder beheerplan van een staatsnatuurreservaat opgesteld door de Executieve overeenkomstig artikel 14 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, houdt het besluit waarbij voornoemd goed op de beschermingslijst opgenomen wordt, rekening met dat plan.

Artikel 350. Het besluit waarbij een onroerend goed op de beschermingslijst opgenomen wordt, verschijnt als bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Het besluit wordt bekendgemaakt aan :

- 1° de bestendige deputatie van de provincie waar het goed gelegen is;
- 2° het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar het goed gelegen is;

- 3° de Commissie;
- 4° de eigenaar;
- 5° de betrokken ministers.

Het besluit waarbij het goed op de beschermingslijst opgenomen wordt, is bindend vanaf zijn bekendmaking of vanaf zijn verschijning in het *Belgisch Staatsblad* indien deze voorafgaat.

#### Sectie 3. — De klassering

Artikel 351. De Executieve mag de in artikel 345, 5°, bepaalde onroerende goederen klasseren.

Artikel 352. De Executieve gaat over tot de klasseringsprocedure :

- 1° hetzij op eigen initiatief;
- 2° hetzij op voorstel van de Commissie;
- 3° hetzij op verzoek van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar het goed gelegen is;
- 4° hetzij op verzoek van 300 personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het goed gelegen is, indien het een gemeente van minder dan 5 000 inwoners betreft; van 600 personen voor een gemeente van 5 000 tot 30 000 inwoners, of van 1 000 personen voor een gemeente van meer dan 30 000 inwoners;
- 5° hetzij op verzoek van de eigenaar.

Artikel 353. § 1. De Executieve maakt haar beslissing om tot de klasseringsprocedure over te gaan per aangetekende brief bekend en legt haar klasseringsontwerpen tegelijkertijd ter advies voor aan :

- 1° de bestendige deputatie van de provincie waar het goed gelegen is;
- 2° het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar het goed gelegen is;
- 3° de Commissie;
- 4° de betrokken ministers die beschikken over een termijn van zestig dagen om hun advies bekend te maken, waarna de procedure wordt voortgezet.

§ 2. Op dezelfde datum als die van de in § 1 bedoelde bekendmakingen maakt de Executieve haar beslissing om tot de klasseringsprocedure over te gaan per aangetekende brief aan de eigenaar bekend.

De eigenaar is ertoe verplicht die beslissing binnen vijftien werkdagen mede te delen aan de huurder of de bewoner van het betrokken onroerend goed alsook aan elke persoon die hij belast zou hebben met het uitvoeren van werken op voornoemd goed of daartoe toestemming zou hebben gegeven.

De aan de eigenaar gerichte bekendmaking maakt melding van die verplichting.

Artikel 354. § 1. Het college van burgemeester en schepenen gaat binnen vijftien dagen na ontvangst van de in artikel 353, § 1, bedoelde bekendmaking over tot een openbaar onderzoek, aangekondigd zowel door middel van aanplakbiljetten op het gemeentehuis en op de door het klasseringsontwerp betrokken plaatsen, als door middel van een advies geplaatst in drie kranten die in het gewest worden uitgedeeld.

Indien een gemeentelijk informatiebulletin aan de bevolking uitgedeeld wordt, wordt het advies er in geplaatst.

Bij gebrek aan een gemeentelijk bulletin wordt het advies in een gratis aan de bevolking uitgedeelde publicitaire krant geplaatst.

De adviezen vermelden het voorwerp van het onderzoek en wijzen erop dat het dossier op het gemeentehuis geraadpleegd kan worden.

Zij wijzen er tevens op dat eventuele opmerkingen binnen dertig dagen na het aanplakken of het bijsluiten schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen dienen te worden gericht en preciseren de datum waarop zij uiterlijk mogen worden ingediend.

De adviezen moeten tijdens de hele duur van het onderzoek perfect zichtbaar en leesbaar blijven.

Het model en de afmetingen van de adviezen worden door de Executieve bepaald.

§ 2. Binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in § 1, alinea 2, bedoelde termijn houdt het college van burgemeester en schepenen, of één van de leden dat het met het oog hierop afvaardigt, een openbare zitting waarop de personen die het wensen, gehoord worden.

Aan het einde van die zitting wordt een verslag opgesteld waarbij het openbaar onderzoek gesloten wordt.

§ 3. Na de sluiting van het openbaar onderzoek en binnen een termijn van minder dan dertig dagen geeft de gemeenteraad een gemotiveerd advies over de klasseringsaanvraag; na het verstrijken van die termijn wordt de procedure voortgezet.

§ 4. Binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in § 3 bedoelde termijn overhandigt het college van burgemeester en schepenen de bestendige deputatie het dossier, waarbij volgende stukken gevoegd worden :

- 1° de tijdens het openbaar onderzoek gemaakte opmerkingen;
- 2° het verslag waarbij het openbaar onderzoek gesloten werd;
- 3° de beraadslaging van de gemeenteraad.

Een afschrift van deze stukken wordt, samen met een afschrift van de in § 1 bedoelde adviezen, naar de Executieve en de Commissie verstuurd.

§ 5. Elk verstek of uitstel vanwege de gemeente om over te gaan tot de in dit artikel bedoelde modaliteiten brengt de nietigheid van de procedure niet met zich mee en mag de verlenging van de in artikel 355 bedoelde termijn niet als gevolg hebben.

Artikel 355. De bestendige deputatie geeft een gemotiveerd advies over de klasseringsaanvraag binnen dertig dagen na ontvangst van het door de gemeente overhandigd dossier of, bij ontstentenis, binnen honderd vijftig dagen na ontvangst van de in artikel 353, § 1, bedoelde bekendmaking; na het verstrijken van die termijn wordt de procedure voortgezet.

Artikel 356. De bestendige deputatie verstuurt het volledig dossier naar de Commissie die haar gemotiveerde voorstellen binnen zestig dagen na ontvangst van het dossier of, bij ontstentenis, binnen zestig dagen na het verstrijken van de in artikel 355 bedoelde termijn van honderd vijftig dagen naar de Executieve stuurt.

Artikel 357. Elke eigenaar van een onroerend goed dat het voorwerp is van een klasseringsvoorstel, mag zich, binnen vijfenzeventig dagen na de sluiting van het in artikel 354 bedoeld onderzoek, rechtstreeks per aangetekende brief tot de Executieve wenden om zijn opmerkingen over het klasseringsvoorstel mede te delen, voor zover zijn brief vergezeld gaat van een verklaring van het gemeentebestuur waarbij zijn afwezigheid op het ogenblik van het onderzoek bevestigd wordt.

§ 2. De in § 1 bedoelde procedure mag aangewend worden door de eigenaar van het goed of door elke andere belanghebbende persoon wanneer de gemeente niet is overgegaan tot het openbaar onderzoek.

§ 3. Op dezelfde datum als die van de in § 1 bedoelde zending wordt een afschrift van de in dezelfde paragraaf bedoelde stukken naar de Commissie gestuurd.

Artikel 358. Wanneer een onroerend goed gelegen is in de omtrek van een door de Executieve krachtens artikel 14 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud opgesteld bijzonder beheerplan van een staatsnatuur-reservaat, houdt het klasseringsbesluit rekening met dat plan.

Wanneer het klasseringsbesluit wijzigingen bevat die aan een in alinea 1 bedoeld bijzonder beheerplan dienen te worden aangebracht, beslist de Executieve of dat plan dient te worden herzien.

Artikel 359. Het klasseringsbesluit wordt als bericht in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.

Het wordt per aangetekende brief bekendgemaakt aan de in artikel 353 bedoelde overheden en personen en geregistreerd bij het hypotheekkantoor.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de bekendmaking deelt de eigenaar van het betrokken onroerend goed ze per aangetekende brief mede aan de eigenaar, op gevaar af als hoofdelijk aansprakelijk te worden beschouwd voor het door de rechtbank krachtens artikel 67 bevolen herstel van de plaats.

De naar de eigenaar gestuurde bekendmaking maakt gewag van die verplichting.

Het college van burgemeester en schepenen brengt het klasseringsbesluit binnen vijftien dagen na ontvangst van de bekendmaking ter kennis van de bezetter en maakt het bekend door middel van aanplakbiljetten op het gemeentehuis en op de andere betrokken plaatsen.

De autoriteiten en de in artikel 353 bedoelde personen zijn onderworpen aan het klasseringsbesluit vanaf zijn bekendmaking of vanaf zijn verschijning in het *Belgisch Staatsblad* indien deze voorafgaat.

#### Sectie 4. — Intrekking van de beschermingsmaatregelen

Artikel 360. Om een onroerend goed van de beschermingslijst te schrappen of om over te gaan tot zijn deklassering dient de Executieve de in de artikelen 348 tot 350 en de artikelen 352 tot 359 bepaalde procedures na te leveren.

#### Sectie 5. — Gevolgen van de beschermingsmaatregelen

Artikel 361. § 1. De eigenaar van een onroerend goed dat opgenomen is op de beschermingslijst of geklasseerd is, mag het slechts overeenkomstig de in de artikelen 41 tot 45 ter of 53 tot 56, al naar gelang het geval, definitief wijzigen of laten wijzigen.

§ 2. In afwijking van de artikelen 133 en 135, § 2, alinea 2, 1<sup>o</sup>, van de gemeentewet mag de burgemeester de gedeeltelijke of volledige afbraak van een onroerend goed dat opgenomen is op de beschermingslijst of geklasseerd is, niet opleggen zonder zijn besluit aan de Executieve mede te delen wanneer dat goed dreigt in te storten.

Dat besluit is uitvoerbaar binnen tien dagen na ontvangst van die bekendmaking indien de Executieve het niet per ter post aangetekende brief heeft opgeschort.

§ 3. Het onroerend goed blijft de gevolgen van zijn opneming op de beschermingslijst of van zijn klassering ondergaan, wie de nieuwe eigenaar ook moge zijn. De verplichtingen die voortvloeien uit de bepalingen bevat in dit Wetboek of in andere wetten, decreten en reglementen betreffende de wegen- en de bouwpolitie zijn niet van toepassing op onroerende goederen die opgenomen zijn op de beschermingslijst of geklasseerd zijn, indien zij hun beschadiging of de wijziging van hun aspect als gevolg kunnen hebben.

§ 4. In geval van overdracht van een onroerend goed dat opgenomen is op de beschermingslijst of geklasseerd is, wordt de instrumenterende notaris ertoe gehouden eventuele inlichtingen betreffende de opneming op de beschermingslijst of de klassering bij de gemeentebesturen in te winnen en ze in de authentieke akte over te schrijven.

De instrumenterende notaris wordt er eveneens toe gehouden de opneming van het goed op de beschermingslijst of zijn klassering te vermelden in de ter gelegenheid van elke overdracht gemaakte publiciteit.

§ 5. Wanneer een onroerend goed opgenomen is op de beschermingslijst of geklasseerd is, worden de gemeentebesturen ertoe gehouden elke inlichting waarover zij omtrent dat goed beschikken, te verstrekken, hetzij op verzoek van iedere belanghebbende, hetzij ambtshalve ingeval zij een stedenbouwkundig getuigschrift overeenkomstig artikel 61, 5<sup>o</sup>, afleveren.

Artikel 362. § 1. Het besluit tot opneming van een onroerend goed op de beschermingslijst of het besluit tot klassering kan de bijzondere beschermings- en beheersvoorwaarden bepalen waaraan het betrokken goed onderworpen is.

Die voorwaarden kunnen beperkingen inhouden met betrekking tot het eigendomsrecht, met inbegrip van het totaal of voorwaardelijk verbod te bouwen, te verkavelen of omheiningen te plaatsen.

§ 2. Het besluit betreffende een terrein mag de vrijheid van de landbouwer van dat terrein niet beperken wat betreft de beplantingen en de teelten, met uitzondering echter van de hagen, de bosjes, de dreven en de bossen, de vochtige gebieden, de vanwege het belang van hun vegetatie of van hun fauna beschermde gebieden, alsook van de grond die archeologische vindplaatsen verbergt.

Artikel 363. Alle gevolgen van de klassering zijn voorlopig toepasbaar op onroerende goederen die het voorwerp zijn van een klasseringsprocedure tijdens een periode van één jaar met ingang van de datum van de in artikel 353 bedoelde bekendmakingen.

#### Sectie 6. — De beschermingsgebieden

Artikel 364. Het besluit tot opneming van een onroerend goed op de beschermingslijst of het besluit tot klassering van een onroerend goed mag rondom het betrokken goed een beschermingsgebied omlijnen waarvan het de grenzen bepaalt.

De Executieve mag, op advies van de Commissie en bij gemotiveerd besluit, een beschermingsgebied omlijnen rondom een onroerend goed dat opgenomen is op de beschermingslijst of dat geklasseerd is.

#### Sectie 7. — De afkortingen en de borden

Artikel 365. De Executieve bepaalt de grafische vormgeving, de afmetingen en de plaats van de op onroerende goederen of in hun directe omgeving aangebrachte letterwoorden en borden om de aandacht te vestigen op de beschermingsmaatregel waarvan zij het voorwerp zijn.

#### HOOFDSTUK II. — De instandhoudingsmaatregelen

Artikel 366. De eigenaar van een geklasseerd onroerend goed is verplicht het door middel van instandhoudingswerken in goede staat te bewaren.

Wanneer het Bestuur vaststelt dat met het oog daarop werken dienen te worden ondernomen, brengt ze het ter kennis van de eigenaar. De eigenaar wordt ertoe gehouden binnen een termijn van zestig dagen na ontvangst van die bekendmaking een bouwvergunningsaanvraag in te dienen voor de instandhoudingswerken die zich opdringen. Bovendien mag hij met betrekking tot die werken een toelage bij de Executieve aanvragen.

Onverminderd de toepassing van de in artikel 370 bedoelde maatregelen wordt de eigenaar die de overeenkomstig alinea 2 bekendgemaakte werken verzuimt te laten aanvangen, hetzij binnen het jaar van de afgifte van de desbetreffende bouwvergunning, hetzij binnen het jaar van de bekendmaking van een toelagebelofte aangaande dezelfde werken indien die bekendmaking na de afgifte van de bouwvergunning plaatsvindt, geacht de verplichting zijn goed in goede staat te bewaren, niet te hebben nagekomen.

Artikel 367. Wat de geklasseerde onroerende goederen betreft, komen het Gewest, de betrokken provincie en gemeente, al naar gelang de door de Executieve bepaalde modaliteiten, tegemoet in de bewaringskosten, met inbegrip van de kosten voortvloeiend uit de voorafgaande wetenschappelijke en technische studies.

Artikel 368. De tegemoetkoming van het Gewest in de bewaringskosten van geklasseerde goederen kan onderworpen worden aan een wetenschappelijke en technische studie die aan hun reffectatie voorafgaat.

De Executieve bepaalt de toepassingsmodaliteiten volgens dewelke de wetenschappelijke en technische studies verplicht zijn.

Artikel 369. Het Gewest, de betrokken provincie en gemeente kunnen tegemoetkomen in het gedeelte van de kosten die enkel uit de reffectatie van de geklasseerde onroerende goederen voortvloeien.

### HOOFDSTUK III. — *Bijzondere maatregelen*

#### *Sectie 1. — Vervanging van de eigenaar door de overheid*

Artikel 370. Ingeval de eigenaar weigert de nodige werken te laten uitvoeren om de afbraak of het verval van een geklasseerd onroerend goed te voorkomen, mag het Gewest, de provincie of gemeente in zijn plaats optreden en de voor de instandhouding van het goed vereiste conservatoire maatregelen treffen; al naar gelang het geval verzamelt de gemeente of de provincie de door het Gewest toegekende subsidies.

Bij gebrek aan een overeenkomst met de eigenaar mag de in alinea 1 bedoelde overheid de gedane onkosten recupereren voor zover de eigenaar door elk rechtsmiddel er voordeel van getrokken heeft. Wanneer het goed tot een privaatrechtelijke persoon behoort en het niet gaat om werken met betrekking tot het vrijmaken van vocht of tot het klein onderhoud, mag voornoemde persoon eisen dat de betrokken overheid overgaat tot de onteigening van haar goed. Behoudens tegenstrijdige overeenkomst tussen de betrokken partijen, heeft de onteigening betrekking op het gehele goed, zelfs indien het slechts voor een deel geklasseerd is, op voorwaarde dat dat deel een essentieel element van het goed vormt en op het terrein dat de noodzakelijke accessoire ervan is.

#### *Sectie 2. — De schadevergoedingen*

Artikel 371. § 1. De eigenaars mogen een schadevergoeding ten laste van het Waalse Gewest aanvragen wanneer een bouw- of verkavelingsverbod dat enkel uit de klassering van een onroerend goed voortvloeit, een einde maakt aan het gebruik of aan de bestemming van dat goed de dag voor de inwerkingtreding van het klasseringsbesluit.

§ 2. Het recht op schadevergoeding ontstaat op het ogenblik van de weigering van de bouw- of verkavelingsvergunning of bij de afgifte van een negatief stedenbouwkundig getuigschrift. Enkel de waardevermindering voortvloeiend uit het bouw- of verkavelingsverbod mag voor de schadevergoeding in aanmerking genomen worden. Die waardevermindering dient zonder schadevergoeding tot een bedrag van 20 % van die waarde te worden ondergaan.

De schadevergoeding wordt verminderd of geweigerd wanneer of voor zover is vastgesteld dat de eigenaar voordeel haalt uit de klassering van het onroerend goed.

Het Gewest mag zich vrijstellen van zijn verplichting tot schadevergoeding hetzij door het goed af te kopen, hetzij door de voorschriften van het klasseringsbesluit die aan de basis liggen van het recht op schadevergoeding te wijzigen.

§ 3. Er is geen enkele schadevergoeding verschuldigd :

- 1° wanneer de eigenaar het goed heeft aangeworven toen het reeds geklasseerd was;
- 2° uit hoofde van het verbod uithang- en reclameborden te plaatsen op een geklasseerd onroerend goed;
- 3° uit hoofde van het verbod gevaarlijke, hinder veroorzakende en ongezonde inrichtingen langer uit te baten dan de periode waarvoor de exploitatiemachtiging werd toegekend;
- 4° wanneer de eigenaar de klassering van zijn goed zelf heeft aangevraagd of er uitdrukkelijk mee ingestemd heeft.

§ 4. Het Gewest mag de terugbetaling van de met de wettelijke interesten vermeerderde schadevergoeding vragen aan de begunstigen, hun rechthebbenden of rechtverkrijgenden, zodra het onroerend goed van de lijst afgevoerd is.

§ 5. De handelingen verjaren één jaar na de dag waarop het recht op schadevergoeding of terugbetaling van de schadevergoeding ontstaat.

### TITEL III. — *Landschappen en archeologische ontdekkingen*

#### HOOFDSTUK I. — *Bepalingen*

Artikel 372. Voor de toepassing van deze titel dient te worden verstaan onder :

1° archeologische goederen : de overblijfselen of elk ander spoor van paleontologische aard, van de bedrijvigheid van de mens en diens leefmilieu, die het getuigenis zijn van tijdperken of beschavingen waarvan de voornaamste of één van de voornaamste wetenschappelijke informatiebronnen voortkomt uit opgravingen en ontdekkingen;

2° peiling : de handeling die de wijziging van de staat van een archeologische plaats inhoudt en tot doel heeft zich te vergewissen van het bestaan van archeologische goederen of van het bestaan, de aard of de uitgestrektheid van een archeologische plaats;

3° opgravingen : het geheel van de handelingen en de werken bestemd om archeologische goederen op te zoeken en bijeen te brengen;

4° reddingsopgravingen : de opgravingen betreffende archeologische plaatsen die geheel of gedeeltelijk vernield worden;

5° preventieve opgravingen : de opgravingen betreffende archeologische plaatsen op korte termijn onomkeerbaar bedreigd met gehele of gedeeltelijke vernieling;

6° opgravingen met een gewestelijk statuut : de opgravingen die volgens de Executieve van kapitaal belang zijn voor de kennis van het verleden;

7° toevallige ontdekking : het door zuiver toeval ontdekken van archeologische goederen;

8° opsporing : de handeling waarbij archeologische goederen of landschappen gelokaliseerd worden zonder ze te wijzigen.

#### HOOFDSTUK II. — *Beschermingsmaatregelen*

Artikel 373. De Executieve keurt een atlas van de archeologische plaatsen van het Waalse Gewest goed.

Artikel 374. De overheid neemt de gegevens van de in artikel 373 bedoelde atlas op op de plannen van aanleg en in de stedenbouwkundige reglementen.

Artikel 375. De gemachtigde ambtenaar mag de afgifte van de bouw- of verkavelingsvergunning betreffende onroerende goederen gelokaliseerd in een landschap waarvan sprake in de in artikel 373 bedoelde atlas, ongeschikt maken aan de uitvoering van peilingen en opgravingen.

Artikel 376. De werken bedoeld om n of meer archeologische plaatsen te bewaren en te revaloriseren zijn onderworpen aan de voorschriften van hoofdstukken III en IV van deze titel.

### HOOFDSTUK III. — Peilingen en opgravingen in het algemeen

Artikel 377. Niemand mag zonder voorafgaande machtiging van de Executieve overgaan tot peilingen of opgravingen.

Artikel 378. De machtigingsaanvragen zijn onderworpen aan het advies van de Commissie.

Onverminderd de toepassing van artikel 382 mag het jaarlijkse programma van de peilingen en opgravingen waartoe het Bestuur overgaat, het voorwerp zijn van één enkele machtiging.

Artikel 379. De in artikel 377 bedoelde machtiging heeft betrekking op een welbepaalde plaats. Zij duidt de begunstigde(n) van de machtiging aan alsook de voorwaarden waaraan haar toekenning dient te voldoen en haar duur die voor verlenging vatbaar is.

De toekenning van de machtiging mag onderworpen worden aan :

- 1° het belang van de opgravingen of de peilingen;
- 2° de bevoegdheid, de mankracht en de technische infrastructuur waarover de aanvragers beschikken;
- 3° het bewijs van een overeenkomst met de eigenaar van de plaats;
- 4° een overeenkomst betreffende de devolutie van de archeologische goederen en hun bewaring;
- 5° de verplichting regelmatig een verslag op te stellen over de staat van de werken en een eindrapport binnen een bepaalde termijn in te dienen.

Artikel 380. De in artikel 377 bedoelde machtiging mag opgeschort of ingetrokken worden :

- 1° indien niet voldaan wordt aan de in artikel 379 bedoelde voorwaarden;
- 2° indien blijkt dat de bevoegdheid, de mankracht en de materiële infrastructuur waarover de houder van de machtiging beschikt, duidelijk ontoereikend zijn wegens het belang van de ontdekkingen.

De intrekking van de machtiging is onderworpen aan het voorafgaand advies van de Commissie.

Artikel 381. De toekennings-, intrekking- en opschortingsprocedures van de in artikel 377 bedoelde machtiging worden door de Executieve bepaald.

Artikel 382. In afwijking van artikel 378 mag het Bestuur ieder ogenblik, op eigen initiatief en zonder voorafgaandelijke toestemming, reddingsopgravingen en peilingen uitvoeren. Ze mag zich in die taak door speciaal daartoe door de Executieve bevoegd verklaarde natuurlijke of rechtspersonen laten bijstaan.

Op advies van de Commissie kent de Executieve elke in alinea 1 bedoelde bevoegdverklaring toe. De Executieve bepaalt de duur van de bevoegdverklaring, het geografisch gebied waarin ze van toepassing is alsook de voorwaarden van haar terugtrekking en van haar opschorting.

De Commissie wordt op de hoogte gebracht van elke reddingsopgraving en van de uitgevoerde peilingen.

Artikel 383. Op advies van de Commissie kan de Executieve aan een opgraving één regionaal statuut toekennen.

In dat geval mag de in artikel 377 bedoelde machtiging slechts toegekend worden aan een universiteit, een wetenschappelijke inrichting, aan het Bestuur of, in het kader van een overlegde onderzoekshandeling, aan een vereniging van verscheidene van voornoemde instellingen of van één of verscheidene van hen met één of verschillende privé-verenigingen.

Artikel 384. Het gebruik van de metaaldetectors teneinde peilingen en opgravingen uit te voeren, is verboden. Enkel de houders van een overeenkomstig artikel 377 toegekende machtiging en de overeenkomstig artikel 382 bevoegdverklarde personen zijn gemachtigd om gebruik te maken van metaaldetectors in de door de machtiging of de bevoegdverklaring bedoelde ruimte.

Op de archeologische plaatsen mogen enkel de in alinea 1 bedoelde houders in het bezit zijn van metaaldetectors.

De reclame betreffende metaaldetectors mag niet zinspelen op archeologische plaatsen en ontdekkingen.

### HOOFDSTUK IV. — Peilingen en opgravingen van openbaar nut

Artikel 385. In geval van toevallige ontdekking van archeologische goederen mag de Executieve, bij de uitvoering van een bouw- of verkavelingsvergunning, na advies van de Commissie beslissen dat het van openbaar nut is :

1° hetzij de uitvoering van de verkavelings- of bouwvergunning, met inbegrip van de in de artikelen 45bis en 45ter bedoelde vergunning, voor een termijn van minder dan zestig dagen op te schorten teneinde peilingen of opgravingen uit te voeren;

2° hetzij de verkavelings- of bouwvergunning, met inbegrip van de in de artikelen 45bis en 45ter bedoelde vergunning, in te trekken teneinde peilingen of opgravingen te laten uitvoeren en de voorwaarden te bepalen die vereist zijn voor de bewaring van de ontdekte plaats en goederen en waarop een latere vergunning toegekend zou kunnen worden.

Artikel 386. De Executieve mag op advies van de Commissie verklaren dat het openbaar nut de bezetting van een plaats vordert met het oog op de uitvoering van peilingen en opgravingen.

Het in alinea 1 bedoelde besluit van de Executieve bepaalt voor iedere plaats de voorwaarden waarop voornoemde handelingen mogen uitgevoerd, worden met inachtneming van volgende beginselen :

1° de eigenaar van de plaats wordt verzocht zijn bij het aan de Commissie overgedragen dossier gevoegde opmerkingen bij de Executieve in te dienen;

2° het besluit vermeldt de redenen van openbaar nut waarbij de bezetting van de plaats, de peilingen of de opgravingen gemotiveerd zijn;

3° de Executieve duidt de personen aan die gemachtigd zijn om peilingen of opgravingen uit te voeren, baken het terrein of de ruimte af waarvan de bezetting noodzakelijk is, en vermeldt de duur van die bezetting.

Artikel 387. Op advies van de Commissie mag de Executieve wegens openbaar nut doorgaan met de onteigening van de plaatsen die archeologische goederen verbergen met het oog op hun opgraving, hun behandeling of hun eventuele exploitatie.

Artikel 388. Bij het verstrijken van de in artikel 386 bedoelde bezettingstermijn dient de archeologische plaats te worden hersteld in de staat waarin ze zich bevond voor de uitvoering van de in hetzelfde artikel bedoelde werken tenzij een procedure tot klassering van de plaats of tot onteigening ervan wegens openbaar nut begonnen is.

### HOOFDSTUK V. — Schadevergoedingen

Artikel 389. Op de voorwaarden en volgens de modaliteiten bepaald door de Executieve heeft iedere persoon recht op een vergoeding die de materiële schade dekt die zij lijdt en die te wijten is :

1° hetzij aan overeenkomstig artikel 375 uitgevoerde peilingen of opgravingen die langer dan zestig dagen zouden duren;

- 2° hetzij aan de in artikel 385 bedoelde opschorting van de uitvoering van een vergunning;  
 3° hetzij aan de intrekking van de in hetzelfde artikel bedoelde vergunning;  
 4° hetzij aan de in artikel 386 bedoelde bezetting van de plaats.

#### HOOFDSTUK VI. — Toevallige ontdekkingen

Artikel 390. De persoon die toevallig archeologische goederen ontdekt, dient het gemeentebestuur van de plaats van de ontdekking alsook de eigenaar van de archeologische plaats binnen acht dagen op de hoogte te stellen van zijn ontdekking.

De burgemeester van de gemeente stuurt de mededeling binnen acht dagen naar de Executieve, die de ontdekkingsplaats van de archeologische goederen mag laten bezoeken en elke nuttige maatregel voorschrijven met het oog op de bescherming van de plaats alsook van de ontdekte goederen.

De Executieve stelt de Commissie op de hoogte van de ontdekking en de getroffen maatregelen.

#### HOOFDSTUK VII. — Toelagen

Artikel 391. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest opgenomen kredieten mag de Executieve toelagen toekennen voor :

- 1° het uitvoeren van opsporingen, peilingen en archeologische opgravingen;  
 2° het uitgeven en het verspreiden van publikaties betreffende de opsporingen, de peilingen, de archeologische opgravingen en ontdekkingen;  
 3° het organiseren van wetenschappelijke symposia met betrekking tot de archeologische opgravingen en ontdekkingen.

Artikel 392. De Executieve bepaalt de toekenningsvoorwaarden van de toelagen.

Er kan rekening gehouden worden met het belang en de duur van de werken, met de aan te wenden menselijke capaciteiten en technische infrastructuur, met de opname- en devoluetiemodaliteiten van de ontdekte goederen.

De toekenning van toelagen kan ook onderworpen zijn aan de verplichting regelmatig verslagen op te stellen over de stand van het werk alsook een eindverslag binnen een bepaalde termijn in te dienen.

#### TITEL IV. — Overgangsbepalingen

Artikel 393. De klasseringsprocedures die lopen op het ogenblik dat de bepalingen van dit boek in werking treden, gelden voor het reeds verwezenlijkt deel. Zij worden overeenkomstig de bepalingen van dit boek voortgezet.

Artikel 394. De peilingen en opgravingen die uitgevoerd worden op de datum waarop de bepalingen van dit boek van kracht worden, worden geacht toegelaten te zijn voor een maximale duur van zes maanden vanaf die datum.

Na die termijn worden ze overeenkomstig de bepalingen van dit boek voortgezet. \*

Art. 15. In artikel 68 van hetzelfde Wetboek wordt alinea 2 aangevuld met volgende woorden :

« Zij mogen alle plaatsen bezoeken, zelfs gesloten en overdekt, waar peilingen en opgravingen worden uitgevoerd en zich alle inlichtingen laten meedelen die zij nuttig achten. »

Art. 16. Met uitzondering van de bepalingen betreffende de roerende goederen is de wet van 7 augustus 1931 op de instandhouding van monumenten en landschappen opgeheven voor het Duits taalgebied.

Art. 17. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 1 juli 1982 met betrekking tot opgravingen uitgevoerd door middel van metaaldetectors is opgeheven voor het Waalse Gewest.

Art. 18. Het decreet van 17 juli 1987 houdende bescherming van het onroerend cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap is opgeheven voor het Waalse Gewest.

Bekrachtigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 18 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
 belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Binnenlandse Aangelegenheden,  
 belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling,  
 belast met Landinrichting, Natuurbeschoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken en Uitrusting,

A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,  
 Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN